

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES 1

Echos du COTA

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA ASBL

LA RECHERCHE-ACTION
PARTICIPATIVE

SEPTEMBRE 2011

ISSN : 0773-5510 | COTA asbl 7, rue de la Révolution 1000 Bruxelles | 3€

ECRIT PÉRIODIQUE | AUTORISATION DE FERMETURE 1000 BRUXELLES 1 | 1-1-2340 | IMPRIMÉ À TAXE RÉDUITE



132

EDITEUR RESPONSABLE COLETTE ACHEROY
7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES
BELGIQUE

RÉDACTION STEPHANE BOULC'H
[STEPHANE.BOULCH@COTA.BE]

GESTION DES ABONNEMENTS ROSE MARTINEZ
[ROSE.MARTINEZ@COTA.BE]

GRAPHISME FREDERIC PIRON
[FREDERIC.PIRON@COTA.BE]

PHOTO DE COUVERTURE GOERG GERSTER /
PANOS PICTURES

FORMULES D'ABONNEMENT
ANNUEL : 10 € [4 NUMEROS]
ANNUEL PARRAINÉ : 7 € [4 NUMEROS]
PRIX AU NUMERO : 3 €

POUR LES ÉCHANGES DE PUBLICATIONS,
VEUILLEZ CONTACTER LA RÉDACTION

COORDONNÉES BANCAIRES
DEXIA BD PACHECO 1000 BRUXELLES
SWIFT-BIC : GKCCBEBB
IBAN : BE730682 1270 4960
068-2127049-60

POUR LE PAYEMENT À L'ÉTRANGER, NE PAS
ENVOYER DE CHÈQUE, MAIS UTILISER LE MANDAT
POSTAL INTERNATIONAL OU LE VIREMENT DE COMPTE
À COMPTE (FRAIS À VOTRE CHARGE)

COTA ASBL
7 RUE DE LA REVOLUTION
1000 BRUXELLES
BELGIQUE
TÉL. : 00 32 [0]2 218 18 96
FAX. : 00 32 [0]2 223 14 95
INFO@COTA.BE // WWW.COTA.BE

Une clé perdue ?

Pour préparer ce numéro, nous avons lancé il y a quatre mois, un appel à contributions sur le réseau LinkedIn, dans le cadre d'un groupe de discussions consacré aux ECHOS DU COTA.

Les échanges ont rapidement débordé de la Toile pour donner lieu à deux réunions sur la RAP et ses dérivés¹. Il en est ressorti que si les RAP avaient fait des émules, si l'ingénierie de projets et de nombreuses stratégies s'en inspiraient encore, il ne subsistait plus dans les esprits de conscience très nette de filiations entre les pratiques actuelles de la solidarité internationale et cette « mouvance » ; pas davantage d'idée précise de ce qu'elle recoupe. Même en considérant la diversité des interprétations et ramifications qu'elle a pu engendrer, peu d'acteurs s'en réclament aujourd'hui. Et la majorité l'associe surtout à la recherche d'innovations techniques (essentiellement agricoles).

Ce numéro à deux objectifs. Le premier est de (re)découvrir les RAP en essayant autant que possible de les revaloriser comme outils d'analyse et de transformation sociale (dans un contexte de l'aide où en dépit des déclarations de principe on se préoccupe peu de l'émancipation politique des populations du Sud²) ; le second, de montrer combien ces approches contiennent de clés susceptibles de nous aider à transcender les carcans dans lesquels sont moulés nos projets et, plus généralement, le regard que nous portons sur leurs bénéficiaires et les situations dans lesquelles ils vivent.

Les RAP ne vont pas nous ouvrir les portes de la perception, mais elles distillent sans doute le soupçon d'empathie nécessaire pour replacer la reconnaissance et le respect mutuels au cœur des relations de coopération.

¹ Les 19 mai et 27 juin 2011, au COTA.

² L'émancipation passe sans doute par la lutte contre la pauvreté mais celle-ci désincarne beaucoup les enjeux politiques; rendre les pauvres capables de faire valoir leurs intérêts dans les conflits sociaux qui entretiennent leur pauvreté est une option encore largement négligées dans les conceptions que l'on se fait du renforcement des capacités...

» sommaire

- 3 LA RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE ? QUEL INTÉRÊT ? (M. BUCCI)
- 8 FICHE-OUTILS
- 9 JE PARTICIPE, TU FACILITES... (G. DE BROQUEVILLE, R. SIBOMANA)
- 16 LE COTA CE TRIMESTRE
- 17 APPUYER LE SAVOIR PAYSAN, C'EST S'Y APPUYER (M. ANSAY, H. DE BOLSTER, D. GAYE)
- 23 ENCOURAGER, PROMOUVOIR ET DÉFENDRE LE SAVOIR PAYSAN (D. KOURA)
- 28 SUR LE THEME DU TRIMESTRE...
- 29 CONCILIER STANDARDISATION DU PRODUIT ET DIVERSITÉ DES PRATIQUES DE PRODUCTION ... (G. FAURE, H. HOCDE, E. CHIA)
- 35 LES ESPACES INTERMÉDIAIRES DE L'EXISTENCE... (H. BAZIN)



La Recherche-Action Participative ? Quel intérêt ?

*Mario Bucci**

Photo : COTA
(Burkina Faso)

Les diverses formes actuelles de Recherche Action Participative (RAP) sont affiliées à deux écoles originelles. La première a 70 ans, la seconde une quarantaine d'années. Elles exercent encore une influence forte en de nombreux domaines, mais la RAP elle-même reste marginale. En apparence...

La littérature sur la Recherche Action Participative (RAP) identifie deux origines au concept et aux méthodes qui lui sont attachées. Les premières expériences datent des années 1940 et se situent aux USA, dans le domaine des relations industrielles. Elles sont basées sur l'intuition du psychologue social Kurt Lewin qui lance l'idée que les travailleurs¹ sont concernés et peuvent être impliqués dans la recherche de solutions de production et/ou d'organisation en entreprise.

Le sociologue colombien Orlando Fals Borda et son groupe « Fundación Rosca » développent au début des années 1970 des conceptions semblables. Le contexte est toutefois différent puisqu'il concerne les luttes paysannes en Colombie. Fals Borda vise le renforcement des capacités de

groupes sociaux opprimés et marginalisés pour leur permettre de lutter pour obtenir plus de justice sociale et de respect pour leurs droits.

La RAP a par la suite connu une diffusion planétaire dans plusieurs champs : le développement organisationnel en milieu industriel, l'action sociale (dans les sociétés industrialisées), l'enseignement ou la coopération au développement. Cette diffusion a été fragmentaire et non hégémonique : il existe partout des groupes, réseaux de personnes et d'organisations qui travaillent selon les principes de la RAP et s'en réclament, mais la RAP est loin d'être reconnue comme une approche valable pour l'organisation de l'action orientée vers le changement social. D'autres approches – linéaires, déterministes, quantitatives – jouissent d'une diffusion et d'une légitimité plus évidente.

Les deux expériences originelles ont conservé une valeur paradigmatique. Celle-ci provient de leurs principes communs, qui fondent toutes les pratiques développées depuis. Elle découle aussi de ce qui les distingue et qui caractéri-

sent encore les approches se réclamant de la RAP. Certains principes-clés proposés par les deux initiateurs ont par la suite été intégrés dans d'autres approches.

La connaissance des acteurs de changement

La principale innovation introduite avec la RAP concerne la valeur accordée à la connaissance. La connaissance est liée à l'action des acteurs pour le changement. Sa production ne se justifie que par sa fonction dans la promotion, le soutien et l'orientation de l'action des acteurs vers un changement social. Cela est vrai pour toute la connaissance « appliquée », mais la RAP introduit et promeut de nouveaux critères de validation de la connaissance.

Ce ne sont plus les critères internes aux sciences (sociales, de la nature et autres) qui déterminent en grande partie la production des connaissances, mais des critères de *pertinence* pour les acteurs de changement et d'*utilité* pour le changement.

La connaissance, dans la RAP, doit avoir un sens pour les acteurs et ne doit pas être imposée d'en haut ou de l'extérieur. La connaissance « scientifique » sera adoptée ou rejetée en fonction de sa pertinence et de son utilité pour le changement recherché ; elle n'a pas une valeur *supérieure* à d'autres formes de connaissances.

Les différentes RAP valorisent les connaissances des acteurs du changement. Les motivations et les utilisations des connaissances varient d'une école à l'autre et, dans la pratique concrète, on retrouve le plus souvent des proportions variables de deux éléments.

D'une part, les acteurs possèdent des connaissances qui sont nécessaires aux chercheurs et/ou à la solution d'un problème. Ainsi, les paysans connaissent leur milieu et leurs pratiques, ce qui est souvent indispensable pour tester des innovations et leur introduction dans les pratiques agricoles; les ouvriers et les cadres d'une usine connaissent des aspects du processus de pro-

duction qui échappent aux niveaux supérieurs du management et qui permettent parfois des améliorations productives ou organisationnelles.

D'autre part, les acteurs possèdent une histoire (sociale, communautaire) qui sert à expliquer les conditions dans lesquelles ils se trouvent. Ils sont porteurs de visions, cultures, représentations, traditions, langages, narrations, qui constituent leur identité commune, et des ressources sur lesquelles construire un changement selon leurs intérêts et besoins. Par exemple, les paysans qui s'organisent pour obtenir une répartition des terres plus équitable, bénéficient des expériences des luttes des générations précédentes et renforcent leur cohésion par la valorisation de leur patrimoine culturel.

Appartenance et appropriation

Situer la solution de problèmes, la création du changement, entre les mains des acteurs concernés, sans dépendance envers des experts, ou sans que ces acteurs se contentent d'exécuter des décisions prises à d'autres niveaux est une innovation importante. Elle valorise le sens d'appartenance à une communauté et favorise l'appropriation par les acteurs du problème et de sa solution.

L'appartenance et l'appropriation établissent une hiérarchie de valeurs différente de celle, implicite, des logiques verticales, basées sur l'expertise technique ou académique, sur la séparation des niveaux décisionnels et exécutifs, ou sur la spécialisation par fonctions sociales des groupes. Elles relèguent en second plan la prévisibilité, la maîtrise du temps et l'individualisme. De ce fait, la RAP dessine un processus qui a une finalité mais qui est ouvert quant au résultat concret auquel il peut parvenir. Même chose pour les étapes de ce processus. Le changement est construit au fur et à mesure que les acteurs comprennent, apprennent et expérimentent.

La portée du changement

Ce qui distingue les deux écoles originelles sur ce point, c'est la nature et le type du change-

ment visés. L'école de Lewin vise le changement consensuel, qui ne remet pas en cause le contexte des acteurs et les contraintes que ce contexte impose. Le changement est une amélioration de l'existant, basé sur les modifications qui sont à la portée des acteurs. Cette vision est populaire dans les entreprises, dans certaines écoles de l'intervention sociale et dans certaines applications de l'éducation.

L'école latino-américaine vise des transformations radicales, qui correspondent aux intérêts des classes populaires, des groupes marginalisés et discriminés. Le changement doit pouvoir remettre en question les relations de pouvoir, et donc être conflictuel, car il s'agit avant tout de défendre et d'affirmer des droits et des intérêts d'acteurs frustrés par la prévalence d'autres intérêts que les leurs.

Cette dernière vision a eu des applications au sein du mouvement ouvrier en Europe², dans certaines écoles de l'intervention sociale au Nord (éducation populaire) et dans d'autres contextes du Sud (en Afrique anglophone, en Inde ...). Les idées de cette école ont trouvé une nouvelle vie au sein du mouvement altermondialiste et dans les projets de recherche autour du binôme modernité/colonialité (surtout en Amérique).

La participation

Plusieurs des idées originales de la RAP ont été absorbées par les professionnels qui accompagnent le changement social. C'est le cas de l'idée de la participation. Elle est intégrée dans les approches de planification, de suivi et d'évaluation à la mode. Dans la Coopération, on a pu observer la prolifération de méthodes dites « rapides », du « cadre logique », de la « gestion du cycle de projet », de la « gestion axée sur les résultats », de la « cartographie des incidences », de la « méthode du changement le plus significatif » etc.

Tous ces outils intègrent une idée de participation des parties prenantes et en font un prérequis presque idéologique. Mais souvent, l'invocation de la participation ne correspond pas toujours à

une prise en compte satisfaisante des différences de pouvoir entre parties prenantes.

Une approche libre et ouverte

La RAP, telle que conçue par ses initiateurs, est très peu prescriptive et formalisée. Elle se base sur des principes théoriques et philosophiques (valorisation des connaissances des acteurs, orientation de la connaissance à l'action et au changement, itération de cycles de réflexion et d'action) et des méthodes (de recherche, d'animation, de communication) reprises de disciplines affirmées (psychologie sociale, sociologie, histoire, éducation des adultes, économie...).

La RAP n'a créé ni de vocabulaire technique spécifique, ni de boîtes à outils prêtes à l'usage. Ce qui, surtout depuis trente ans, fait le succès et facilite la pénétration d'une « méthodologie ».

La RAP n'est prescriptive qu'au niveau des principes, et laisse une ample marge de manœuvre pour construire une intervention. Cela implique aussi une grande responsabilité et un haut niveau de compétence de la part des animateurs car l'animation d'un processus ne peut pas se réduire à l'utilisation d'outils prédéterminés ou d'une méthode unique. Cette indétermination (apparente) et cette nécessité d'une culture de base en termes de recherche sociale, communication et animation peuvent décourager ou laisser dans l'incertitude les organisations qui pourraient s'intéresser à la RAP.

Une appellation « générique »

Toutefois, un grand nombre d'organisations se réclament de la RAP. Mais, au-delà des interprétations, cette référence à la dénomination « RAP » demeure ce qui contribue à rendre vague et peu précis le sens de la dénomination.

Sous ce « chapeau » on retrouve des approches militantes, qui l'emploient pour le renforcement d'organisations sociales et populaires, à côté d'approches inspirées par la méthode de la recherche scientifique pour lesquelles la participation des acteurs consiste à en faire des

cobayes consentants.

On appelle RAP aussi des interventions dont le but réel est la construction de consensus autour de solutions déterminées ailleurs, tout comme des interventions qui visent la récupération de pratiques et techniques anciennes, surtout en milieu rural.

Il est impossible de donner une définition univoque de ce qu'est la RAP, au-delà d'une énonciation de principes qui est suffisamment large pour permettre plusieurs interprétations.

L'efficacité de la RAP

Ainsi, une évaluation globale effective de cette approche est impossible. La pertinence des principes fondateurs reste valable et, comme nous l'avons observé, ils ont été repris par d'autres méthodes/approches. Mais l'ambiguïté de leur application (comment choisit-on les acteurs de l'intervention ? qui décide finalement quel est le « problème » dont on doit s'occuper ? que signifie, concrètement, « participation » ? « valorisation des savoirs des acteurs » ? « connaissance mise au service de l'action » ? « réflexion critique sur sa propre pratique et son contexte » ?) rend impossible l'évaluation de leur efficacité.

La littérature qui relate des expériences concrètes d'utilisation de l'approche en donne une image très positive. Dans les cas où l'intervention vise un objectif « technique » qui ne vise pas des transformations profondes de relations de pouvoir, la RAP est présentée comme très efficace. Plus l'intervention s'attaque aux contraintes contextuelles, plus on trouve d'exemples de réussite partielle ou d'échecs.

La RAP étant une intervention « ouverte » qui construit ses étapes et ses objectifs intermédiaires au fur et à mesure de l'évolution des acteurs et du contexte, elle s'adapte mal à des approches évaluatives qui comparent ce qui était prévu avec ce qui a été réalisé.

Pour Fals Borda, la RAP ne s'évalue que par rapport aux changements qu'on a été capable de construire et d'engendrer, et la question du suivi de l'intervention et de son évaluation par rapport à un plan préétabli n'a aucun sens.

Les interventions basées sur la RAP ne peuvent pas être encadrées dans des limites temporelles rigides. Il est impossible de prédéterminer avec précision le temps nécessaire pour atteindre le changement souhaité.

La RAP, par sa nature, privilégie donc l'évaluation d'impact et est réfractaire à d'autres logiques d'évaluation.

Pourquoi y revenir ?

Dans le monde de la solidarité internationale, la participation et le partenariat sont devenus des règles absolues. On promeut l'appropriation du développement par des acteurs du Sud et on réfléchit autour des facteurs de légitimité des acteurs du Nord. Le renforcement des capacités des acteurs du Sud est conçu comme forme principale d'appui en provenance du Nord³. De plus, les critiques des méthodologies d'intervention linéaires sont de plus en plus fortes et nombreuses.

La RAP, surtout dans la version de Fals Borda, intègre ces préoccupations et vise explicitement le renforcement des capacités de collectifs, organisations formelles et informelles, communautés, etc.

Les organisations de la société civile qui existent pour défendre et promouvoir des droits sociaux, pour organiser des groupes d'individus et des communautés, pour construire du changement, et qui s'organisent elles-mêmes au sein de réseaux pour augmenter leur capacité d'action sont les principaux partenaires des ONG. Si la coopération doit viser le renforcement des capacités de ces organisations, la RAP a un rôle à jouer puisqu'elle propose un parcours vers le changement social dont les protagonistes sont

les acteurs. Ce parcours est mené et dirigé par les acteurs mêmes, qui, à travers l'action et une réflexion critique sur leur pratique (et capacités) et leur contexte, produisent du changement et, en même temps, renforcent leurs capacités comme moyen d'atteindre le changement.

La RAP propose une alternative modalités actuelles d'accompagnement du renforcement des capacités. Elle est centrée sur l'interaction continue entre *réflexion* (sous forme de recherche, de production de connaissance et de valorisation de connaissances déjà présentes, d'auto évaluation) et *action* (sous forme de construction progressive du changement, d'élimination progressive d'alternatives, de collaboration entre acteurs, de création d'alliances, de réseaux et de processus d'interaction sociale). De plus, elle est conçue à partir de l'appropriation du processus par les acteurs, et de leur responsabilisation dans toutes les phases de l'intervention. Ces principes dessinent une modalité d'apprentissage par

la collaboration, la réflexion collective, les essais et les erreurs, mais toujours sous contrôle des acteurs, et à leur rythme.

Le contexte est donc très favorable à une réévaluation de l'approche proposée. L'actualité sociale et politique globale, même les évolutions circonscrites au secteur de la solidarité internationale poussent à une revalorisation de ses apports à la méthodologie de l'intervention pour le changement social.

* COTA.

¹ Attention, pas les syndicats, il ne faut rien exagérer.

² La méthode s'appelle "conricerca" (mot italien qui était employé tel quel aussi en France) et a été appliquée en Italie et en France dans les années 1960 et 1970.

³ Voir ECHOS du COTA n° 130 (mars 2011) : Le renforcement de capacités (d'émancipation ?).



Photo : H. De Boister
Dibbaso Kivu (RDC)

Fiche-outils

Le Séminaire d'Analyse des Situations de Communication (SASCO)¹

Ce dispositif de recherche-action sert à initier les participants à l'analyse de situations (complexes) de communication.

Le SASCO a été expérimenté à l'Université Montpellier III dans le Département des Sciences de l'Information et de la Communication. Il nous paraît intéressant de s'en inspirer pour aider à appréhender/analyser toute situation où la communication est un enjeu quel que soit le domaine d'action ou les champ d'étude concerné (et identifier des innovations à opérer).

Rassemblant un groupe de 12 à 18 participants sous la conduite d'un animateur, le séminaire se déroule en 5 phases :

1. Description de la situation. Un volontaire raconte un événement qui relève d'une situation de communication qu'il a connue comme témoin direct et l'a laissé insatisfait. Il souhaite en savoir plus et cela sert de facteur de motivation pour les membres du groupe.
2. Clarification de la situation. Les participants interrogent le narrateur afin d'approfondir leur connaissance collective de la situation. L'animateur veille à ce que les participants n'interviennent que sous la forme de questions posées au narrateur. Ce qui permet d'approfondir l'enquête avant d'entreprendre les échanges de type interprétatif. Les participants sont invités à documenter la situation en posant de nombreuses questions sur les circonstances et le contexte.
3. Construction collective du Sens. Le narrateur se tait. Chaque participant formule des hypothèses sur la compréhension des phénomènes mis en évidence. L'animateur organise les échanges pour permettre une comparaison des constructions interprétatives. Il sollicite une argumentation, rapproche deux hypothèses, fait préciser les modèles d'analyse ou les références méthodologiques et théoriques utilisées. Les intervenants prennent soin d'indiquer les faits qui sont convoqués dans leurs analyses. Il faut éviter de s'adresser au narrateur puisqu'il est interdit de réponse. Afin de préparer une synthèse, l'animateur prend note des systèmes interprétatifs qui se font jour au fur et à mesure des interactions dans le groupe.
4. Le mot de la fin. Le narrateur apprécie si les résultats de la séance lui semblent pertinents. Il exprime pourquoi il accepte ou récuse les conclusions produites sans lui.
5. Synthèse et consolidation des résultats. L'animateur demande aux participants de s'exprimer sur leurs manières de faire dans la conduite de l'analyse en les comparant à celles qu'ils devinent chez certains de leurs pairs. Il peut aussi tenter de faire une synthèse des différents apports et ajouter son interprétation à celles du groupe. L'ensemble des contributions finales permet d'élaborer ce qui va pouvoir être retenu de la situation examinée. C'est ce qui est transférable à d'autres contextes en tant que résultat de la recherche.

¹ Cette synthèse est inspirée de l'article de Eric Auziol intitulé "Méthodologie de la Recherche Action sur les nouveaux usages de l'Internet (<http://biblio.recherche-action.fr/document.php?id=246#tocto17>).



Photo : Asmae-AJE
Enfants réalisant la cartographie de leur quartier de vie à Dakar (Sénégal)

Je participe, tu facilites. Une nouvelle façon de parler de participation

*Géry de Broqueville, René Sibomana**

La Recherche Action Participative (RAP) est en constante réinvention. Mais elle peine à faire reconnaître ses qualités parce qu'elle remet en question les logiques d'assistance et de substitution sur lesquelles l'aide à la coopération base ses interventions.

En 1993, Action Jeunesse & Environnement (AJE)¹, sensibilise l'association belge Asmae à la RAP. Depuis, les partenaires organisent ensemble des formations à cette méthode dans différents pays. Ils publient en 2003 le guide méthodologique « Je participe, tu facilites »²...

Les origines

En 1985, sous l'égide du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)³, des animateurs africains impliqués auprès des enfants et jeunes de la rue se réunissaient à Grand Bassam (Côte d'Ivoire). Ce premier forum interafricain rassembla 75 participants en provenance de 14 pays. Ses conclusions furent notamment que dans un contexte où les ressources disponibles dimi-

naient, il fallait mettre en place une alternative africaine à l'approche institutionnelle privilégiée pour la prise en charge des enfants des rues dont le nombre ne cessait d'augmenter.

Jacques Bugnicourt⁴ sera mandaté pour initier un processus de recherche destiné à la conception d'une méthodologie appropriée aux réalités et aux cultures africaines. Dès 1991, un Programme Africain de Formation regroupant une trentaine d'animateurs/trices africain(e)s est mis en place avec l'appui de Enda Jeunesse Action⁵. Entre 1991 et 1994, les animateurs se rencontrent pour capitaliser leurs expériences sur le terrain. Rentrés dans leurs pays, ils expérimentent la théorie pendant des périodes dites « d'interphase ». En 1995, un ouvrage collectif publié par ENDA Dakar, fait l'inventaire des contenus.

En 2007, grâce à un financement de Save the Children Suède (SCS)⁶, AJE convoque un noyau d'animateurs dans l'intention de raviver une dynamique de capitalisation des pratiques. Animée par AJE et Graines-Quartier du Monde (Sénégal),

elle souhaite vérifier si la méthodologie initiée en 1991 est appliquée en Afrique. Il s'avère qu'elle l'est bel et bien. Les participants décident alors de publier un nouveau guide méthodologique qui intègre les sensibilités des autres domaines et des autres continents⁷. C'est sur cette base que naît l'idée de mettre en place le « Réseau international RAP »⁸ qui regroupe tous les animateurs, éducateurs et associations utilisant la RAP comme méthodologie de travail.

Les étapes d'une RAP

- *Etape 1 : Identification d'un groupe.* A la demande d'un groupe, l'animateur propose son accompagnement dans une démarche d'analyse qui s'intéresse à l'identité de chacun, son histoire, ses compétences et capacités, les problèmes rencontrés et les solutions. Il s'agit aussi de relever les éléments différents et communs, les difficultés, les leçons tirées du parcours de chacun, la localisation des membres du groupe, le climat de la région...
- *Etape 2 : La négociation.* Cette étape valorise le contact, l'estime de soi et l'implication individuelle. Elle sollicite la participation du groupe dans la définition des objectifs, des horaires, du lieu de rencontre, des responsabilités, des modalités pratiques. Le groupe et l'animateur deviennent partenaires pour arriver à partager passions, défis, etc. Il faut un minimum d'intérêt partagé pour vivre ensemble la démarche.
- *Etape 3 : La récolte de données.* Accompagné par un adulte, un animateur ou un technicien référent, le groupe dresse la cartographie de son espace en identifiant les services publics et privés, lieux de culte, de sports et de loisirs, les commerces et industries, la police, les pompiers, dispensaires, administrations, médecins, marchés privés ou publics en choisissant les services qui sont essentiels à sa survie. Les informations récoltées sont liées à l'objectif de la recherche. C'est une banque de données qui sera

sollicitée jusqu'à la formulation de l'action. Une cartographie dessinée et commentée est mise à la disposition de tous les acteurs.

- *Etape 4 : Identification et priorisation d'un problème.* Les membres du groupe vont, sur base des données collectées, définir, lister et rassembler les différents problèmes auxquels ils sont confrontés et qu'ils ont retenus de la collecte des données. Ils vont les classer selon leur poids⁹, leur capacité à y faire face. Un problème prioritaire est désigné par consensus.
- *Etape 5 : Analyse du problème prioritaire.* Le groupe analyse le problème identifié, cherche les causes variables et les relations entre les causes, puis définit celle qui est la source de toutes les autres, la « variable mère ». Celle-ci est déterminée en fonction de son poids et de la capacité du groupe à y faire face.
- *Etape 6 : Formulation de l'action.* La « variable mère » déterminera l'objet de l'action à mener par le groupe. Celui-ci devra s'interroger sur l'objectif poursuivi, la stratégie (avec qui ? quoi ? quels moyens humains et matériels, quand ? combien de temps ?).
- *Etape 7 : L'auto-évaluation.* Le groupe fait un retour critique sur toutes les étapes de réalisation de l'action en partant de sa mémoire sur les activités prévues au départ, leur réalisation, en portant son jugement sur chacune des activités réalisées, et enfin formule des propositions pour l'avenir. Elle peut être interne ou assistée par un intervenant externe. Cela permet au groupe de mieux partager et visualiser les informations de manière à se les approprier. Toutes les informations obtenues restent sa propriété et ne peuvent être utilisées contre lui.

Les valeurs qui découlent de la RAP

Au départ de leur initiative de capitalisation, les animateurs avaient identifié dans la RAP, une pratique pour mettre concrètement en œuvre, avec

les acteurs, les quatre principes fondamentaux de la Convention Relative au Droits de l'Enfant (CDE) de 1989¹⁰. Mais la RAP peut être appliquée à tous les groupes humains qu'ils soient alphabétisés ou non. Les valeurs changent selon le groupe en présence. Il pourrait s'agir d'enfants, d'apprentis, de femmes, de paysans, d'étudiants, de personnes âgées...

Les animateurs et les groupes gardent à l'esprit les valeurs partagées suivantes :

1. l'approche Droit : engagement/action en vue du respect des Droits de l'enfant et des communautés ;
2. la participation : impliquer les enfants/jeunes, leurs communautés et les structures concernées dans la résolution de leurs problèmes ;
3. l'identité : tenir compte des considérations socioculturelles, politiques et économiques ;
4. la durabilité : agir pour obtenir des changements durables ;
5. l'appropriation individuelle et communautaire : les enfants/jeunes et les intervenants communautaires doivent être renforcés ;
6. l'humilité/effacement de l'animateur : faire preuve en tant qu'adulte de la capacité d'écouter les enfants ;
7. la confiance en l'enfant/jeune : croire aux aptitudes, aux connaissances et aux expériences des enfants, donner foi en leurs capacités de résilience¹¹ ;
8. la confidentialité autour des échanges faits avec les enfants/jeunes (ils touchent à leur vie privée) ;
9. la nécessité de maintenir une dynamique basée sur les échanges, le partage d'expérience entre les animateurs, en vue du renforcement des compétences et de la capitalisation/documentation des pratiques ;
10. l'autonomisation des enfants, des femmes, des paysans... ;
11. la médiation dans la gestion des conflits entre enfants et parents, apprentis et maîtres artisans, élèves et instituteurs ;
12. l'appropriation de l'action ;
13. l'ouverture aux connaissances locales ;
14. le souci de ramener les projets à l'échelle du groupe, selon ses moyens, ses capacités, sa

culture ;

15. l'humanisation des espaces dans la rue.

Que retenir de la RAP ?

C'est une approche alternative par rapport aux programmes qui n'accordaient pas suffisamment d'espace pour la réalisation du droit à l'expression et à la participation des enfants/jeunes.

Elle ennoblit la relation entre animateurs et enfants/jeunes, réduite jadis à une simple communication magistrale des connaissances, grâce à l'interaction qu'elle suscite entre les deux protagonistes. Elle affirme que l'être humain est d'abord l'acteur et le but de l'action.

Grâce à la RAP, la personne et l'animateur sont liés par un contrat social qui les engage à réaliser un projet commun : la formulation d'une action, elle-même réponse à une situation de vulnérabilité ou de « non droit ». Dans ce contrat, chacun apporte sa part : l'acteur en plus de son parcours (son histoire) vient avec la « connaissance » de son milieu, de son environnement ; l'animateur vient avec son expérience d'adulte, son histoire, son parcours scolaire/professionnel, ses connaissances théoriques, ses capacités à pouvoir aider l'acteur à comprendre sa situation, à découvrir ses problèmes, à les analyser et à les hiérarchiser.

Tout l'exercice de la RAP sera animé par cette interaction entre l'acteur et l'animateur ; et l'action qui en découlera sera avant tout le fait et la propriété de l'acteur « souverain » qu'est l'enfant/le jeune accompagné par l'animateur dans un rôle de « facilitateur » ; Ceci en réponse au(x) problème(s) identifié(s) par les acteurs vivant dans une situation de vulnérabilité ou de « non droit » bien déterminée.

Cette méthodologie demande certes de l'investissement matériel et financier ; en réalité elle requiert surtout un investissement humain de qualité : des animateurs engagés et acquis à la cause des droits des enfants/jeunes, en qui ils croient comme étant capables d'être accompa-

gnés dans leur quotidien, dans leur exercice de « voir, juger et agir » : trois étapes qui résument la RAP.

Elle remplira ainsi sa mission d'une méthodologie qui conduit au changement : « rendre les jeunes et, plus largement les populations, sujets de leur propre changement et non plus des objets d'intervention ». ¹²

La charte de Toubacouta

En 2005, un forum international réunit à Toubacouta, à la frontière gambienne, des jeunes de Belgique, d'Égypte, du Maroc et du Sénégal pour établir une charte commune qui met en avant les valeurs d'esprit d'ouverture, de dialogue et de respect mutuel, de valorisation des ressources de chacun pour un monde plus juste et digne. Ce sont ces valeurs qui guident la réalisation de chantiers qui permettent d'échanger culturellement, mais aussi d'apporter une plus-value dans l'amélioration des conditions de vie des communautés locales, qui sont aussi parties prenantes du projet. ¹³

Un chantier doit être l'aboutissement d'un long processus de recherche entre les jeunes, et les communautés. Le projet doit répondre à leurs besoins ; il doit apporter une valeur ajoutée à la communauté locale et doit être mis en œuvre de manière participative et démocratique.

Les 15 organisations signataires (africaines et européennes) adoptent le principe de la participation dans le travail avec les jeunes. Elles se basent sur la valorisation des ressources de chacun, sur les potentialités et compétences des communautés auxquelles ils appartiennent et l'engagement personnel.

Le bénévolat est promu comme une valeur spécifique d'engagement. Le bénévole est défini comme une personne qui choisit, sans esprit de lucre, de participer avec ses capacités personnelles, son temps, ses efforts, ses idées et ses moyens à l'amélioration des conditions de vie d'une communauté ou d'un groupe en situation difficile.

Entretien entre René et Géry

Géry : Comment AJE et ses partenaires appréhendent-ils la RAP ?

René : La participation est une pratique qui s'accumule aux expériences répétées régulièrement. On entre dans une pratique quotidienne, une culture. Chacun doit avoir confiance en l'autre et respecter ses capacités à apporter des réponses. Les animateurs ont tous un cahier de bord dans lequel ils récoltent des informations qu'ils peuvent partager avec d'autres. L'animateur fait sa propre programmation de la semaine ; c'est lui qui l'exécute et l'évalue à la fin, ce qui demande beaucoup de participation. Ce n'est pas facile d'introduire cela dans un milieu de travail. Les gens pensent qu'on leur fait violence tant ils sont habitués à recevoir un cahier de charges précis sur base duquel rendre des comptes.

Nous travaillons avec des enfants qui bougent. Il est donc normal que le programme bouge aussi et que l'animateur suive. Nous pourrions fixer les choses à un moment donné, mais est-ce que cela aurait un sens ? Ce n'est vraiment pas facile d'insuffler cette dynamique, de convaincre quelqu'un qu'il est dans une démarche naturelle de participation.

Géry : Comment les bénéficiaires voient-ils cette approche ? Sont-ils troublés ?

René : La démarche dérange. Ce n'est pas nous qui avons la solution aux problèmes. Or, un patron, par exemple, voudra avoir des réponses bien faites à ses questions. La démarche participative le poussera plutôt à trouver ses propres réponses. De leur propre question, bien formulée, il faut les amener à faire le cheminement qui va leur permettre de trouver des réponses par eux-mêmes, à partir de leur environnement, de la connaissance du milieu. Il faut beaucoup de patience pour les y amener.

Géry : Dans le schéma classique d'une ONG qui apporte une aide, on parle souvent de la non appropriation du projet par les bénéficiaires à la fin d'un projet. La participation est une affaire d'appropriation ?

René : Nous avons reçu un fonds de 5 millions

Mettre l'enfant au cœur du dispositif d'animation et de plaidoyer contre les punitions humiliantes physiques (PHP)

Au Sénégal, dans les familles, la communauté et même les espaces d'éducation, de formation et d'apprentissage, la chicotte et les injures sont encore utilisées comme des moyens pour éduquer et discipliner les enfants et parfois même les femmes... En particulier, les enfants placés dans les ateliers comme « apprentis » sont traités comme s'ils n'avaient aucun droit sauf celui de subir la maltraitance que lui infligent leurs patrons qui sont tacitement autorisés à en abuser à leur gré.

Depuis 1998, AJE accompagne les enfants et les adolescents dans leurs efforts d'insertion et de socialisation. La démarche vise le renforcement des capacités des enfants à connaître leurs droits, à identifier les obstacles à leur réalisation et à mener un plaidoyer pour leur mise en œuvre effective. En 2010, un projet a été piloté avec le soutien de Save the Children Suède en vue de soutenir les communautés et les maîtres-artisans des quartiers périphériques de la ville de Dakar dans l'identification et l'utilisation de méthodes d'éducation et de discipline non violentes. Il s'agissait de les amener à concevoir un plan d'action de lutte contre les abus et les violences dans les familles, les écoles, les ateliers d'apprentissage et dans la rue et de les mobiliser pour dénoncer les PHP.

Une RAP a été mise en œuvre par laquelle des enfants-chercheurs (apprentis soudeurs tôliers, élèves, etc.) ont entrepris d'identifier dans leur milieu, les abus/violences dont leurs semblables sont victimes. Il s'agissait pour eux de comprendre comment, par qui et pourquoi les punitions sont infligées. Ils ont collecté les injures proférées à leur encontre dans la rue, les écoles, devant les institutions publiques, en famille... afin d'obtenir un récit qu'ils ont fait valider par la communauté. Sur cette base, ils ont produit leur propre analyse, l'ont confrontée à celle des autres acteurs du milieu et ont proposé des pistes d'actions de prévention en faveur desquelles ils ont été amenés à mobiliser des parents et des apprenants et autres leaders communautaires, politiques ou associatifs.

Parmi les réalisations issues de ce processus, outre la mise en œuvre d'un plan de prévention, il faut noter la création d'un centre de guidance et de formation sur les méthodes d'éducation et de discipline non-violente, la constitution de comités de mobilisation et de prévention réunissant des enfants-chercheurs et les leaders communautaires.

de francs CFA pour constituer un fonds d'épargne crédit. J'aurais pu demander aux jeunes de le constituer par eux-mêmes en se cotisant mais je savais qu'ils n'accepteraient pas. Je leur ai dit : Nous avons reçu un fonds mais nous devons économiser pour qu'il augmente. Aussi ont-ils réuni la somme nécessaire pour couvrir leurs besoins sans toucher aux fonds extérieurs. Ils sont rentrés dans le processus d'augmentation du capital sans s'en rendre compte. Et l'on ne s'imagine pas combien ils ont apporté : 40 à 50.000 Francs CFA chacun ; ce qui fait un total

de plus d'un million qui a permis de démarrer tout de suite les crédits. Si le fonds est bien géré, il sera capable d'alléger les remboursements de ceux qui sont en difficulté sans recourir à l'aide extérieure.

Ils se sont rendus compte de leur capacité à trouver de l'argent pour alimenter ce fonds. Depuis, leurs comportements ont changé. Ils font partie du comité de gestion et prennent des décisions sur l'avenir de leur épargne.

Géry : C'est quand même compliqué d'expliquer cela à un bailleur de fonds qui s'attend peut-être à une justification traditionnelle...

René : C'est très difficile, car on sent que les ONG du Nord reviennent de plus en plus aux concepts de visibilité, de crédibilité, à des choses palpables. Tout ce qui est immatériel échappe à beaucoup d'organisations. Lorsqu'un jeune participe à la création d'un fonds, à sa gestion, il est très difficile d'expliquer cela. Le résultat est là, mais la manière d'y parvenir n'a rien à voir avec la vision qu'ont les bailleurs de fonds.

Géry : Que faudrait-il pour le faire comprendre ?

René : Pour que les gens du Nord comprennent que la meilleure méthodologie est celle qui est maîtrisée par les acteurs/trices à la base, il faudrait une réduction de leurs moyens financiers. Peut-être que la crise économique qui sévit en Europe actuellement les obligera à revoir leurs méthodes de travail, de sorte qu'ils se reposent davantage sur les capacités des groupes à s'en sortir par eux-mêmes.

Géry : Certains soutiennent que la position de la facilitation, c'est-à-dire de la disparition de l'animateur est très difficile à tenir, voire impossible...

René : AJE essaie de donner un choc aux animateurs. On leur explique qu'ils ont leur propre position et que c'est normal. Mais on leur dit aussi que les acteurs/trices, les jeunes, les patrons ont aussi la leur. Il faut laisser les personnes concernées parler de leurs affaires, les écouter et n'intervenir que lorsque nous sommes sollicités. Il faut savoir s'effacer, apprendre à se taire car notre culture, notre formation, notre manière de vivre n'est pas du tout celle des jeunes. L'animateur n'intervient que pour apporter un supplément, une connaissance technique nouvelle, une loi dans le secteur d'intervention, généralement au moment de l'action.

Géry: En Belgique, on utilise des méthodes dites participatives comme la MARP, la PIPO, le cadre logique. Peut-on opposer ces méthodes à la Recherche action participative ?

René : L'important est d'abord de se demander

si elle responsabilise les gens. Est-ce qu'elle leur permet de comprendre leur milieu et d'agir dessus ? C'est cela l'enjeu. Est-ce qu'elle coûte peu et peut être utilisée à tout moment ? Permet-elle aux gens d'aller jusqu'au bout de l'action ? Dans l'affirmative elle est bonne ! Mais si la méthode renforce le système de contrôle et de suivi des projets à mener, elle renforce les institutions en s'appropriant les résultats des bénéficiaires. De fait, elle est mauvaise.

Des études comparatives ont été réalisées entre la RAP et d'autres méthodes. La RAP est la plus simple, la moins coûteuse et est adaptable sur tous les continents.

Géry : En quoi, elle est adaptable partout ?

René : Parce qu'elle est basée sur un processus que tout être humain réalise des centaines de fois sur une seule journée inconsciemment. Pour faire telle action, nous regardons autour de nous, nous analysons la situation en fonction des éléments récoltés. Sur base de cette analyse, nous agissons. C'est le propre de l'être humain qu'il soit européen, africain, américain ou asiatique.

Géry : Beaucoup d'organismes remettent la participation en question puisqu'elle ne marcherait pas...

René : La participation ne correspond pas aux critères du Nord. La démarche participative respecte la lenteur. Tout est lent, parce que, même les valeurs culturelles et religieuses sont intégrées dans la démarche. L'expert veut que tout aille vite et pourtant, s'il travaille avec des populations, il est bien forcé de s'adapter à leurs horaires. Évidemment, ce dernier n'est pas disponible à 21h ou le dimanche après-midi. Et pourtant, la participation demande un rythme complètement différent du rythme habituel. Si tu rentres dans la démarche de la participation, tu dois sortir de ton luxe et entrer dans les habitudes du milieu.

Géry: Cette méthode qui dérange les habitudes ne risque-t-elle pas de disparaître ?

René : Ce sont les autres méthodes qui vont disparaître parce que les communautés ne peuvent pas les suivre et s'approprier les solutions que

l'expert donne. Ils subissent les actions ou les résultats mais à long terme ils n'accepteront plus ces méthodes.

Géry : Mais cela fait 50 ans que cela dure !

René : Je ne crois pas que cela fait 50 ans que la participation existe. Avant, on ne reconnaissait même pas la culture de l'autre, son langage, son rythme de travail. On n'a jamais donné le temps aux populations de réfléchir à leur rythme parce que chacun avait son agenda propre. Tout le monde parle des projets que l'Afrique n'a pas réussis. Mais ce sont les projets des Occidentaux et non des Africains. C'est le Nord qui a voulu faire ses projets avec la belle volonté de les réussir.

Il y a des projets qui ont réellement été lancés par des gens et ont donné d'excellents résultats. J'ai en tête un projet lancé par Emmanuel Djone de Enda Graf¹⁴. C'est un projet communautaire en milieu urbain datant de 1975 : CHODAK (Chômage à Dakar). Les gens se sont appropriés le projet car il s'agissait de mettre en route le résultat de leur réflexion.

Géry : Ne faudrait-il pas une conscientisation des bailleurs de fonds pour qu'ils créent des fonds destinés à des projets participatifs dont on ne connaît pas le résultat final ?

René : Il faut reconnaître l'importance de la phase d'identification qui devrait durer six mois, un an, voire deux. C'est dans cette phase que se trouve la solution aux problèmes posés. Quand on agit vite dans un projet élaboré rapidement, tous les éléments de l'identification ne sont pas tenus en compte. Le projet commence par le projet, c'est-à-dire par la fin de la démarche. Et chaque fois, on entend dire : « on n'a pas réussi parce que les gens n'ont pas compris ce que l'on voulait faire. » La phase d'identification est un projet en soi, mais il faut se donner le temps. Souvent on me dit : « ta méthode, elle est trop lourde, trop chère, trop lente ». Je réponds : « Au moins elle donne de bons résultats ». Je dis aussi que l'échec a un coût bien supérieur !

Il faut que le Nord admette que les bénéficiaires

existent avant leur intervention, avec sa culture, sa façon de travailler.

Le Nord peut aider à améliorer les démarches existantes (sur base de pratiques et non l'inverse). La RAP n'est pas un processus arrêté. On peut apporter des éléments nouveaux, même faire des emprunts à la MARP ou au Cadre logique. Si la MARP a de bons outils de classification, pourquoi ne pas les prendre. Pour avoir un bon calendrier et une répartition des responsabilités on peut prendre le Cadre logique. Tous ces documents sont complémentaires pour enrichir la méthode participative. Si tous ces documents arrivent déjà faits, il sera très difficile pour la population de devenir propriétaire de l'action. Il n'y a de bonnes méthodes que celles qui responsabilisent les bénéficiaires.

* Respectivement coordinateurs de l'asbl Asmae (www.asmae.org) et de Action Jeunesse & Environnement (www.aje-sn.org).

¹ D'abord rwandaise, elle est désormais une ONG sénégalaise.

² A. Uwizeyimana, G. de Broqueville, R. Sibomana, Je participe, tu facilites, Ed AJE-ASMAE, Dakar, 2003. Distribué à plus 2.500 exemplaires, il sera diffusé à travers l'Afrique et quelques pays d'Europe comme outil de formation des animateurs/trices ou éducateurs/trices de rue.

³ www.bice.org

⁴ Alors Secrétaire exécutif de ENDA-Tiers Monde dont il fut l'un des fondateurs.

⁵ www.eja.enda.sn

⁶ www.savethechildren.se

⁷ En cours de rédaction Publication prévue au premier semestre 2012

⁸ www.reseaurap.org

⁹ Le poids, c'est l'origine d'un problème ou d'une cause : socio-culturel, économique, politique, environnemental, religieux, etc.

¹⁰ Non-discrimination, priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant, droit de vivre, de survivre et de se développer, respect des opinions de l'enfant.

¹¹ Ce concept peut être compris comme la capacité de l'être humain, après avoir vécu une situation traumatisante, de résister aux chocs et rebondir...

¹² Extrait de l'avant-propos de l'Ouvrage Collectif, op.cit. p. 14.

¹³ www.asmae.org/docs/Charte-Toubacouta.pdf

¹⁴ www.grafdiapol.org

Le COTA

Le COTA est une association indépendante de solidarité internationale (ONG de droit belge), qui oeuvre au renforcement des capacités d'action, d'analyse et de réflexion des acteurs engagés dans la coopération développement.

L'ONG offre des services d'information, de formation, d'étude, d'appui et de conseil, de mise en relation de personnes et institutions. Les études réalisées sont des évaluations de projets/programmes ainsi que des études thématiques en lien avec des pratiques de coopération/développement.

Ces services sont fournis à travers divers vecteurs : centre de documentation en réseau, site Internet, réunions, animations d'ateliers, interventions dans des formations, rapports d'étude, publications de revue et d'ouvrages...

Le COTA est également engagé dans des activités d'éducation au Développement.

Hormis ses activités récurrentes, durant le trimestre qui vient de s'écouler, le COTA a réalisé les activités de consultance suivantes :

Des études :

- La réalisation de l'évaluation externe de la Convention programme Agriculteurs français et développement international (AFDI) 2009-2012 « Partenariats entre organisations professionnelles agricoles du Sud et du Nord : renforcer les agricultures familiales pour lutter contre la pauvreté », en consortium avec ATOL et Interface (Commanditaire : AFDI)
- La poursuite de l'évaluation à mi-parcours du programme de coopération universitaire institutionnelle (CUI) de la Commission universitaire pour le développement ; mission au Pérou, mission au Rwanda, mission à Haïti (Commanditaire : Commission universitaire pour le développement (CUD)).
- La finalisation de l'évaluation des actions de suivi-évaluation des activités éducatives et d'accompagnement d'ITECO (Commanditaire : ITECO)

Des appuis :

- L'accompagnement de l'ONG Fonds de Soutien Tiers Monde (FSTM) sur la méthode du Most Significant Change : animation du processus (Commanditaire : FSTM)
- Formation en GCP pour les chargés de projets du Service de coopération internationale (Commanditaire Mutualités Chrétiennes)

Des interventions dans des formations :

- La réalisation de deux cycles de formation : option « Environnement » dans le cadre des cycles d'information générale organisés par la CTB, en consortium avec VODO, Groupe One, et Green (Commanditaire : Coopération Technique Belge (CTB)).



Appuyer le savoir paysan, c'est s'y appuyer

Michel Ansay, Hugues De Bolster,
Daniel Gaye*

Photo : H. De Bolster
Diobass Kivu (RDC)

La finalité de l'engagement de Diobass, Ecologie et Société (DES) en faveur d'une Recherche-Action Paysanne ou Populaire (RAP) est de permettre aux communautés de s'exprimer, de rechercher les voies de leur évolution sociale et de se libérer des contraintes socioéconomiques et culturelles qui les maintiennent en état de dépendance et de pauvreté. Son action reste orientée vers la création et le renforcement d'espaces d'échanges de savoirs, de formation commune et d'apprentissage mutuel impliquant directement différents les acteurs concernés par une question concrète, dans un cadre de relations égalitaires.

Les lignes qui suivent sont tirés d'un livre paru en 1982 et intitulé « paysans d'Afrique noire »¹. Un vieil homme nommé Adam s'exprime en ces termes : ... et cela, nous pouvons le faire si les uns et les autres, nous voulons revenir à l'Afrique et, partant d'elle, réaliser notre propre réalité humaine. Elle est riche de « tout l'homme » et cet homme n'est pas un consommateur, mais au contraire un habitant, c'est-à-dire un homme en accord avec la nature et lui-même.

Une philosophie

Cette philosophie est résumée dans les premières pages d'un autre ouvrage², « Ecole aux champs. Pour une démarche de communication » dans lequel il est écrit : « *L'argent tue l'espoir* » ! (...) *Foin d'un langage scientifique ou académique qui ne rencontre pas les hommes dans leur épaisseur.*

La parole est donnée à une série de personnages qui s'expriment ou qui expriment un rapport différent à ce que l'auteur appelle avec prudence le « développement ». Un sage, Alassane, remet les choses dans leur contexte : *Le progrès social n'est pas un cadeau. Il est une conquête, une recherche permanente entre protagonistes ou partenaires en quête d'identité. C'est un combat à mener au nom de l'équité.*

Il convient de mettre en présence les protagonistes de l'évolution rurale : se parler, négocier, analyser, partager les savoirs, agir ensemble.

Démarche et finalité de DES

DES est fondée en 1996 pour s'engager auprès des communautés de base africaines dans leur transformation sociale et technique³.

Sa démarche part du constat que les sociétés paysannes et les groupes humains marginalisés ou en situation de précarité d'Afrique recèlent de nombreux savoirs et potentiels importants de recherche, d'innovation, d'adaptation et de réalisation qui sont encore peu exploités et valorisés⁴. Toutefois, les institutions d'appui s'y sont modérément intéressées faute, notamment, de disposer d'outils méthodologiques adéquats et concrets. Outils méthodologiques par exemple sur le plan de la communication et permettant d'instaurer des échanges fertiles entre les milieux populaires, paysans et les milieux techniques, administratifs ou scientifiques.

Les échanges entre techniciens et paysans, par exemple, sont souvent peu fructueux quand il s'agit de valoriser les savoirs locaux. Or, leur prise en compte est nécessaire pour une transformation sociale et technique appropriée et portée par ses bénéficiaires.

Pour DES, il importe dès lors de promouvoir la Recherche-Action Paysanne ou Populaire (RAP) et de créer des synergies entre des connaissances et pratiques différentes de recherche. Il faut assurer une bonne communication, instaurer un climat de concertation favorable, veiller à l'équilibre des échanges et permettre l'expression des points de vue des différents groupes sociaux qui composent les communautés.

En lien étroit avec le contexte et son évolution, la RAP permet de transformer effectivement les résultats de recherche en actions durables. Elle recèle de bonnes pratiques pour trouver des solutions appropriées, endogènes et durables aux questions que se posent les communautés de base et pour faire face, avec plus d'efficacité, aux difficultés auxquelles elles sont confrontées.

Dans tous les cas, l'approche de DES repose sur une analyse systémique et participative des

réalités environnementales, sociales, politiques, économiques ou techniques des populations autour des thèmes proposés par les organisations membres d'une plateforme.

Les plateformes sont des réseaux d'associations paysannes, d'ONG, de Groupes de Recherche-Action (GRA – cf. plus bas) et de personnes ressources, investis dans des processus de recherche et d'action. Les GRA se réfèrent aux principes de la démarche Diobass pour définir leurs stratégies, programmer et développer les activités de recherche paysanne.

Le questionnement est à la base de la démarche. En pratique, l'analyse se fait au cours d'ateliers participatifs (et représentatifs) de réflexion. Ce temps d'initiation permet d'étudier la thématique, la communication entre les différents acteurs⁵ et l'opérationnalité de l'action retenue. Il résulte donc de ces ateliers la constitution de GRA qui définissent leurs méthodes, travaillent sur des thèmes spécifiques et concrets et cherchent des solutions endogènes ou adaptées au milieu. Après un temps de recherche autonome, un atelier relais est organisé pour échanger sur les résultats obtenus. De nouveaux questionnements apparaissent et relancent la réflexion des GRA et même la constitution d'autres groupes. La diffusion des savoirs ou de l'état d'avancement des recherches se fait par des « foires aux savoirs » qui sont des champs d'exposition et des lieux de communication dédiés aux échanges et à la promotion de connaissances. Les groupes de recherche capitalisent aussi les résultats acquis dans de petites publications (fiches ou livrets en langues locales) facilement accessibles aux populations.

Un réseau de réseaux

DES forme un réseau de personnes morales et physiques membres de l'association. Elles partagent leurs expériences et résultats tant méthodologiques que techniques et disposent de ressources, notamment humaines, en commun. L'adhésion est liée à l'implication dans le développement du réseau international et des principes méthodologiques. Une charte a été établie

par laquelle les membres confirment leur code de déontologie pour les personnes physiques et morales qui sont membres de l'association ou souhaitent le devenir, qui participent aux plateformes locales, qui soutiennent l'association ou se réclament de sa démarche. Ses signataires ainsi que les associations du réseau DES, comme les Organisations communautaires de base (OCB) et celles de la société civile (OSC), peuvent se référer à ses principes fondamentaux :

- l'approche systémique ;
- la participation et la représentativité des divers acteurs ;
- le travail en réseau ;
- la recherche-action ;
- le métissage des savoirs et des pratiques des populations locales et des scientifiques ;
- la programmation des forces est articulée autour des questions qui situent les actions ;
- la capitalisation et la diffusion des résultats des recherches et des enseignements découlent des actions initiées ;
- la « concrétude » fondée sur l'induction des idées, qui rompt avec des déductions émanant de concepts souvent abstraits ;
- la mobilité qui permet une imprégnation dynamique des réalités de terrain par les acteurs et d'affûter leurs regards et perceptions du milieu.

Diobass est actuellement actif au Burkina Faso et en RD Congo (au Kivu) à travers des fédérations d'associations paysannes et périurbaines regroupées en plateformes autonomes. Le réseau Diobass est également en extension ou en consolidation en Afrique subsaharienne (Sénégal, Mali, RDC notamment) où diverses organisations (ENDA-Pronat, IRPAD, CENADEP) et personnes ressources appliquent ses principes et modes d'action.

La volonté partagée de mise en réseau s'inscrit dans une double perspective. Il y a, d'une part, le projet de construire, par la prise de conscience de leurs forces, faiblesses et capacités d'évolution, des sociétés paysannes et périurbaines vigoureuses, d'autre part, l'ambition de valoriser les connaissances locales et de les métisser aux

autres savoirs et pratiques.

Parmi les actions saillantes récentes ou en cours de Diobass figurent :

- le renforcement des capacités des plateformes de son réseau, leur appui dans la formulation d'un programme d'adaptation aux changements climatiques à l'échelle des régions et des terroirs ;
- la promotion de la diffusion de l'information et la relance de la formation agricole et rurale ;
- l'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et autres groupes en situation précaire ;
- la promotion de la RAP, y compris la perspective d'organisation et d'animation des états généraux de la RAP ;
- la mise en place de groupes de travail autour d'idées nouvelles et diversifiées⁶.

La dynamique de réciprocité du réseau

Les associations du réseau sont autonomes. Elles sont des membres de DES qui, sur demande, leur apporte un appui méthodologique et technique. Des projets peuvent également être développés en commun.

Ainsi, par exemple, pour la plate-forme Diobass du Kivu, l'effort consenti au profit de la RAP depuis plus d'une quinzaine d'années est poursuivi et élargi à la structuration des organisations communautaires de base, à l'insertion des jeunes affectés par la guerre, à la gouvernance des ressources naturelles et à la capitalisation des expériences appuyées.

Les actions portées par la plate-forme du Burkina Faso relèvent des trois axes thématiques: l'agriculture, l'élevage et la socio-économie qui, de fait, sont interdépendants et complémentaires. Le plan d'actions triennal 2011-2013, a pour objectif la réduction de la pauvreté en milieu rural.

D'autres projets collectifs portent sur des straté-

gies d'adaptation des communautés locales aux changements climatiques, l'effort de reverdissement du Sahel, la prévention des catastrophes naturelles.

De la question des pesticides à ses actions plus élargies en faveur de la souveraineté alimentaire, Enda-Pronat⁷ œuvre, depuis quelques décennies déjà, pour la promotion de l'agriculture biologique via le renforcement des capacités organisationnelles, techniques et communicationnelles et la capitalisation-diffusion des résultats à travers des ateliers et des réseaux d'échanges. La question de la sécurité foncière sous tous ses aspects constitue sa préoccupation actuelle majeure.

L'adhésion au réseau Diobass invite aussi à une solidarité qui déborde du cadre national pour embrasser le niveau régional. Ainsi, la plateforme du Kivu contribuera à alimenter DES en informations locales, participera à l'élaboration de dossiers-projets ainsi qu'aux missions internationales et régionales et, en fonction de ses ressources, cotisera et apportera des contributions spéciales. La plateforme du Burkina-Faso s'engage à contribuer à la dynamique et au fonctionnement du réseau, à participer aux réflexions stratégiques ainsi qu'aux réunions statutaires. Enda-Pronat contribuera au réseau en mettant à sa disposition de l'information et des axes stratégiques, en mettant en place une université paysanne, en cotisant et en accueillant des stagiaires dans un souci de partage d'expériences.

Des idées nouvelles

La RAP cherche à trouver des alternatives efficaces, efficientes et durables aux contraintes identifiées dans un temps et un lieu circonscrits. Elle est liée à la dynamique locale, du groupe et du réseau auxquels différents niveaux sont en réalité liés. Dans le cadre de DES, des idées de divers ordres ont été récemment inventoriées. Elles émanent de l'acuité de problématiques définies et se situent parfois à la suite d'autres questions pour lesquelles des solutions ont été trouvées. Retenons quelques idées nouvelles, non exclusives, qui seront explorées au cours du programme d'actions de DES les prochaines années :

- **La décentralisation et la démocratie participative.** Par exemple, à travers le projet de mise en place de Noyaux Mobilisateurs pour la Paix et la Décentralisation, Diobass expérimente au Sud-Kivu un modèle de décentralisation citoyenne en milieu rural.
- **Quelle école pour l'Afrique ?** La transposition du modèle scolaire et éducatif occidental en Afrique a démontré ses limites et ses effets pervers. Une autre forme d'enseignement est possible...
- **L'accapement des terres** est une problématique d'actualité qui englobe les aspects de privatisation des terres (achetées par des multinationales et d'autres États) et de désstructuration voire de destruction du monde paysan.
- **Le travail des jeunes.** Depuis trois ans, le projet Jereha⁸ s'y attelle au Sud-Kivu et on espère pouvoir faire de même au Nord-Kivu.
- **La communication rurale.** Il s'agit notamment de capitaliser des résultats de la RAP et la diffusion d'informations en tous genres en milieu rural (voire périurbain).
- **Les méfaits de l'aide humanitaire.** L'action sur le terrain des ONG humanitaires internationales prend peu en considération, voire court-circuite, les interventions des ONG locales.
- **La formation à la méthode Diobass.** Il convient de continuer d'enrichir et de diffuser les principes méthodologiques constitutifs de la démarche Diobass et de promouvoir la formation paysanne en général.
- **Les méfaits des politiques d'aide et de coopération au développement.** Les conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds créent des liens d'asservissement. Les modalités de la coopération deviennent parfois un élément du problème qu'elles sont censées traiter...
- **L'autofinancement** et l'accès aux ressources financières est difficile pour la RAP...

Ces idées aboutiront à la mise en œuvre de projets (actions de terrain ou de capitalisation). Chaque groupe déterminera sa ligne de travail, ses objectifs et comment impliquer au mieux ceux de ses membres du réseau qui sont en Afrique.

L'association « Jeunes de Paris » à Mboko (RDC).

En 2006, la Plateforme Diobass organise un atelier d'initiation sur la recherche d'opportunités de réinsertion pour des jeunes dans la région d'Uvira, laquelle a largement souffert du conflit des Grands Lacs.

L'atelier réunit une cinquantaine de participants invités par des associations locales. Deux d'entre eux tiennent un petit salon de coiffure, le « Salon de Paris », à Mboko, sur l'axe Uvira-Fizi. Ils proposent et analysent la possibilité d'étendre leur activité pour former d'autres jeunes et développer l'emploi. Avec l'appui de la Plateforme Diobass, ils montent et défendent un dossier auprès de la CAPES, coopérative de crédit de la place. Le projet est jugé intéressant tant sur le plan économique que social. Un fonds de garantie placé par Diobass auprès de la CAPES leur facilite l'accès à un premier crédit pour équiper le salon d'un groupe électrogène et de tondeuses électriques qui permettent de travailler mieux et d'attirer plus de clients.

Parmi les jeunes formés, quatre se joignent aux deux initiateurs du projet. Comme le groupe électrogène fonctionne régulièrement, un frigo est branché pour offrir des boissons fraîches aux résidents et aux voyageurs fréquents sur cet axe Uvira-Fizi. Le service démarre et prend de l'ampleur. L'équipe de jeunes passe de 6 à 16 et un service de grillades se développe. Compte tenu de la situation géographique, les jeunes pensent à vendre du carburant aux transporteurs (camions et camionnettes). Le premier prêt remboursé, ils demandent un nouveau crédit et installent un ciné-vidéo ainsi qu'un local où les voyageurs surpris par la nuit peuvent dormir.

Tout au long de la réflexion du GRA, la plateforme a invité les jeunes à des formations en gestion, leur a permis d'affiner leurs projets et les a défendu auprès de la coopérative de crédit, en suscitant la réflexion sur leur rôle social (restauration des valeurs, qualité des films projetés, sensibilisation aux MST, création de projets économiques en faveur d'autres jeunes, etc).

La RAP leur a permis d'affiner leur réflexion, d'avancer à leur rythme, d'acquérir progressivement les compétences nécessaires, de prendre conscience et confiance en leurs forces, de développer la confiance et le lien social entre eux et au sein de la communauté en pleine reconstruction.

Le Centre d'encadrement des techniciens et expérimentation des pratiques paysannes (CETEP)

Le CETEP est une émanation du CEETAV (Cadre d'échange pour les Ecoles Techniques agricoles et Vétérinaires). Les deux établissements sont nés lors de l'atelier de réflexion tenu à Mushwehwe sur l'avenir des écoles techniques agricoles et vétérinaires au Sud-Kivu.

Cet avenir était devenu incertain dans la mesure où leurs « finalistes » ne trouvaient pas d'emploi, principalement à cause du manque d'entreprises dans la région ; aussi en partie parce que la qualité de la formation devait être améliorée.

La réflexion a abouti à la création de structures destinées à la fois à l'encadrement des techniciens diplômés et à l'amélioration des systèmes de production dans les villages. L'encadrement devait veiller à renforcer les capacités d'autopromotion des jeunes par la création d'emplois susceptibles d'assurer leur propre prise en charge. Le CETEP/Kamisimbi est donc conçu pour encadrer les « finalistes » autour de l'école technique agricole de Muku/Kamisimbi et de l'école technique agricole et vétérinaire de MUBANDA. Une dizaine de jeunes filles et garçons issus du groupement de Kamisimbi se sont lancés dans l'aventure à ses débuts ; ils sont aujourd'hui 45 et une extension du projet à été créée à Mumosho dans la collectivité de Kabare.

Réunis en association, ces jeunes s'organisent autour d'activités agropastorales génératrices de revenus tendant vers la création d'unités de production agropastorales. Ils produisent des blocs à lécher, de l'engrais organique et des produits vétérinaires inspirés des pratiques et des savoirs des populations locales. L'association est arrivée à rassembler autour d'elle, 225

agri-éleveurs repartis autour de 4 couloirs d'aspersion pour bétail. Ces couloirs constituent les lieux de rencontre de traitement, d'animation et de sensibilisation. Le CETEP/Kamisimbi est à la fois un cadre d'apprentissage des jeunes techniciens et un espace d'expérimentation des pratiques paysannes. Il rêve de devenir un centre agricole organisé en micro-entreprises rurales autour desquelles graviteront des unités de production agropastorales. Grâce aux activités de ces unités de production, un nombre important de jeunes techniciens seront occupés.

Les résultats des activités de production de ces unités profiteront aussi à toute la population et contribueront peu à peu à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques. Cela permettra de susciter encore une plus grande fréquentation des écoles techniques agricoles et vétérinaires dépeuplées suite au manque d'emploi des finalistes. L'existence des petites unités de production des jeunes devrait encourager l'esprit d'auto-prise en charge et d'autopromotion des jeunes.

L'association organise sa production, la publicité et l'écoulement de ses produits de recherche. Pour cela le CETEP se propose d'entrer en contact et signer des conventions de collaboration avec les radio rurales BUBUSA de Mugogo, celle de Nyangezi et la station Maendeleo de Bukavu. Avec ces radios, il organisera des émissions de publicité et de sensibilisation à destination des éleveurs et des agriculteurs en faveur de l'utilisation des produits CETEP. Des points de vente vont être mis sur pied. Le CETEP organise aussi une pharmacie vétérinaire à son bureau et utilise les produits de sa recherche pour le traitement des bétails.

L'exigence d'une « idée de justice⁹ »

L'approche de DES est centrée sur le renforcement des *capabilités*, notion se référant au mot *capability* du Prix Nobel indien d'Economie, Amartya Sen. Il faut prendre en considération « la vraie vie des gens », donner aux gens les moyens qui permettront à leurs capacités de s'exprimer en vue de plus de libertés. En d'autres mots, les

capabilités, c'est « la capacité d'agir, la liberté d'accomplir, le pouvoir de choisir ».¹⁰

Les *capabilités* se situent au-delà du renforcement des capacités pour porter sur l'action et la consolidation des pouvoirs locaux dans une perspective de changement social global. L'approche fait en sorte que les initiatives portées par divers acteurs locaux, en particulier ceux des communautés organisées, se distinguent des actions de recherche et de vulgarisation classiques aux coûts relativement élevés ou aux risques plus importants pour les parties prenantes actives dans les terroirs.

La valorisation des savoirs locaux n'est évidemment pas antinomique d'un progrès qu'elle peut concourir à générer efficacement du fait de l'enracinement de ses fondements et de ses pratiques dans le terreau culturel qui l'a généré et de ses capacités d'ouverture aux apports féconds extérieurs. Elle doit donc faire l'objet de plus d'attention et de soutien de la part de l'ensemble des acteurs du développement.

* Diobass (www.diobass.com)

¹ H. Dupriez, L'Harmattan, Paris, 1982.

² H. Dupriez, Terres et Vie, Nivelles, 1999.

³ Le siège social et le secrétariat exécutif de l'organisation sont sis à Nivelles. Fin 2009, Diobass a été agréé comme ONG de développement par la DGD.

⁴ C'est le cas des connaissances indigènes sur la biodiversité, la gestion des ressources naturelles, l'agriculture, l'élevage, la pharmacopée humaine et animale...

⁵ Ou parties prenantes.

⁶ Ces idées incluent des pistes de mobilisation des ressources nécessaires à la promotion de la RAP.

⁷ www.endapronat.org

⁸ Action de réhabilitation des jeunes gens affectés par la guerre (2008-2011).

⁹ Amartya sen, L'idée de justice, Flammarion, 2009.

¹⁰ Paul Ricoeur, Parcours de la reconnaissance, Folio, Gallimard, 2004, p. 229-232.



Encourager, promouvoir et défendre le savoir paysan. L'expérience de Diobass Burkina Faso

*Djibrilou Koura**

Photo : H. De Bolster
Diobass Burkina Faso

Encourager et stimuler l'innovation paysanne requiert de gros efforts de communication. Afin d'inscrire les innovations paysannes dans le système de vulgarisation agricole du pays, la plate-forme Diobass du Burkina Faso (DBF) et les Organisations Paysannes membres doivent cibler des plaidoyers vers les autorités politiques et les structures de l'Etat en charge du développement...

DBF est une plate-forme d'organisations paysannes (OP) et de personnes ressources œuvrant pour la promotion de la démarche « Diobass » et de la Recherche-Action Paysanne (RAP). Elle est un espace de communication et de recherche-action pour le renforcement des OP membres. L'association a pour objet de développer des dynamiques sociales, économiques, culturelles et environnementales en milieu rural et urbain.

DBF est structurée en trois espaces thématiques : l'espace thématique « Agriculture », l'espace thématique « Elevage » et l'espace thématique « Socio-économie ». Cette organisation s'inscrit dans la politique nationale d'organisa-

tion des producteurs par filière de production. Elle entend favoriser les échanges entre 81 groupes de recherche-action (GRA) travaillant dans les mêmes domaines d'activités. Ces GRA sont répartis dans 51 OP émanant de 11 provinces de 7 régions. Les OP concernées regroupent environ 45 000 membres.

Les GRA de Diobass mènent des recherches-actions en matière d'agriculture, d'élevage, d'environnement, sur des questions foncières et sur diverses thématiques socio-économiques. Près de 300 innovations paysannes ont été mises au point par les GRA (remèdes, produits, techniques, technologies, méthodes, etc.). Une cellule technique, la coordination Diobass, assure l'appui technique, méthodologique et pédagogique aux OP membres dans la mise en œuvre de ces recherches paysannes.

Processus RAP au sein de DBF

La RAP part d'un atelier Diobass. C'est un diagnostic conduit par les paysans en milieu paysan sur des problématiques techniques, socia-

les, économiques, écologiques intéressant les membres. Ces problématiques sont traduites en thèmes d'ateliers de réflexion dont les résultats et recommandations débouchent sur des recherches-actions que mènent les groupes de recherche de la plateforme. Parmi les thèmes déjà traités en ateliers, citons: la gestion de l'environnement, la fertilité des sols maraîchers, la problématique des terres rurales dans la zone de Sapouy, la santé de la mère et de l'enfant, les relations entre agriculteurs et éleveurs, la sécurité alimentaire : quel avenir pour notre économie et notre alimentation familiales ? etc.

Le thème d'atelier est proposé par une organisation membre et doit recueillir l'adhésion d'une majorité des autres membres. Lorsque le thème est choisi, une OP ayant des capacités organisationnelles et les infrastructures suffisantes est désignée pour abriter l'atelier. Celui-ci regroupe généralement 80 participants (représentants d'OP, élus locaux, techniciens...). Les participants dressent un diagnostic du thème et dégagent des solutions et des recommandations. A la fin, les participants s'engagent à poursuivre la réflexion dans leurs organisations de base respectives. Le processus de RAP est lancé.

- **Choix des thèmes de recherche-action**
De retour dans leurs OP de base, les délégués y restituent les résultats. L'organisation qui le souhaite choisit un thème qui répond à ses propres préoccupations. La problématique doit être clairement posée et les objectifs de recherche définis clairement. Le thème choisi doit tenir compte des spécificités socioéconomiques et environnementales de la localité. Il faut s'assurer de la disponibilité des ressources locales, notamment naturelles, que les résultats seront financièrement et techniquement à la portée des utilisateurs. Les membres du groupe de recherche doivent être des praticiens ou avoir de l'expérience sur le thème proposé.
- **Mise en place et fonctionnement des GRA**
L'OP désigne des volontaires (entre 10 et 15 personnes) pour conduire la recherche en son nom. Ils sont choisis en fonction de la nature

du thème et sur base de leur engagement dans l'organisation. Le groupe peut être composé en majorité d'hommes, ou de femmes ou privilégier la mixité. Les membres peuvent venir d'un même village, d'un même quartier, de villages différents de celui où siège l'OP. Un bureau est constitué (1 président, 1 secrétaire et 1 trésorier) et des règles de fonctionnement fixent la périodicité des réunions, l'itinéraire de recherche, le mode d'organisation pour la conduite des activités de recherche, les cotisations des membres, etc. Les GRA élaborent des programmes d'activités annuels qui définissent les activités à mener au cours de l'année, établissent un calendrier, ainsi qu'un protocole ou schéma de recherche et répartissent la contribution de chaque acteur dans la mise en œuvre des activités (la sienne, celle de l'organisation et d'autres intervenants éventuels). Pour la gestion des fonds de recherche par les OP, un protocole d'accord tripartite est signé entre le GRA, l'OP mère et Diobass qui précise les rôles et obligations de chaque contractant.

- **Conduite des activités de recherche-action**
Trois principales étapes sont identifiées dans l'itinéraire de RAP: installation de la recherche-action (prospection du milieu à la recherche de solutions potentielles déjà existantes et collecte d'informations, diagnostic des pistes de solutions), choix d'une ou de deux solutions, conduite des essais et analyse des résultats pour une orientation de la recherche-action.
- **Approfondissement de la recherche-action**
Le GRA cible des pistes afin d'aboutir à des conclusions claires qui peuvent être des résultats positifs ou négatifs. Le GRA doit estimer sa motivation à poursuivre ses pistes, à changer de stratégie ou à s'arrêter pour la recherche sur le thème.
- **Finalisation des résultats de recherche**
Pour les GRA qui sortiront de la phase d'approfondissement, il s'agit d'identifier dans les OP une ou deux idées de réflexion qui permettent de boucler les recherches en cours.

Les appuis sont sérieusement réduits. Ils se limitent à quelques appuis en intrants, en petits matériels de recherche, en personnes ressources, en réflexions, formations, etc. Les recherches menées par les GRA sont finalisées et la valorisation des résultats de recherches est entreprise.

Exploitation et partage des résultats de la RAP dans les communautés

DBF s'emploie à capitaliser, diffuser et valoriser les recherches des GRA dans le but de faire connaître, partager et socialiser les résultats de la recherche paysanne. Elle procède à :

- la conception et la diffusion de fiches techniques où sont décrites les innovations et leurs utilisations,
- des journées de restitution des résultats que chaque OP organise annuellement dans le village abritant son siège, à destination des populations, de l'administration, des services techniques, ONG et projets de la localité,
- la rédaction de rapports de recherche,
- l'édition et la publication de livrets Diobass (avec le GRA),
- la publication d'un bulletin d'information semestriel (« Dynamiques de Recherches-Actions Paysannes »),
- l'organisation de foires aux savoirs de 2 à 3 jours destinées à permettre aux GRA de présenter et de partager leurs résultats de recherche avec les populations et d'autres acteurs de la recherche paysanne comme les services techniques, les instituts de recherche, les ONG, les projets, etc. ,
- l'organisation de conférences paysannes par le GRA pour présenter les résultats de sa recherche à un public ciblé,
- l'organisation de rencontres entre les GRA et des utilisateurs potentiels des résultats (maraîchers, éleveurs, agriculteurs, etc.) sur les innovations paysannes mises au point (biopesticides, produits de la pharmacopée vétérinaire, les variétés de semences, etc.),
- l'organisation d'échanges de résultats de recherche entre les GRA pour leur permettre de les tester et de s'impliquer mutuellement

dans leur validation populaire,

- la participation à des forums sociaux ou scientifiques et à des salons d'exposition,
- la diffusion d'émissions radiophoniques sur des antennes de radios rurales,
- la réalisation et la diffusion de films documentaires sur les antennes de la télévision nationale pour faire découvrir et connaître au grand public ses activités, les résultats de recherche de ses GRA et les impacts de ces résultats de recherche,
- des formations destinées aux GRA en matière par exemple d'élaboration de microprojets, en négociation, en recherche de financement, en gestion d'activités économiques, etc.).

Exemple d'une recherche-action sur la gestion de l'environnement

En 1996, à la demande de l'Union des Groupements Zumbala de Sapouy (UGZS), un atelier Diobass a été organisé à Sapouy (province du Ziro, 100 km au Sud de Ouagadougou) sur le thème de « la gestion de l'environnement ». L'Union qui a abrité l'atelier avait proposé ce thème parce qu'elle constatait que des gens des villes commençaient à s'intéresser aux terres de la zone.

L'objectif général de l'atelier était de sensibiliser les OP et les populations sur la nécessité de préserver et de restaurer leur environnement face au problème de la dégradation des ressources naturelles.

Suite à cet atelier, l'UGZS a mis en place un groupe de recherche-action sur la gestion de la brousse. Le groupe de recherche-action composé de 12 membres avait choisi six villages pour la conduite de sa recherche. Le thème de recherche choisi par le groupe était : quelle organisation sociale pour une gestion durable des ressources naturelles ? Le groupe de recherche s'est donc intéressé :

- au mode d'organisation sociale dans les villages pour assurer la gestion durable de la brousse,
- aux règles de gestion communautaire de

- l'environnement,
- aux techniques de protection et d'aménagement des forêts.

Parmi les résultats auxquels le groupe de recherche a abouti, citons :

- la création de pièces de théâtre pour sensibiliser les notables et propriétaires terriens à la gestion durable des terres et des ressources naturelles,
- la formulation de propositions pour réguler la gestion communautaire de la brousse dans les 6 villages de l'étude,
- la mise au point de techniques de protection, d'aménagement de forêts et de gestion durable des forêts,
- la création de sites de forêts protégées et aménagées...

A partir de 2003, le groupe de recherche a commencé la diffusion des résultats de sa recherche-action dans 16 villages de la commune. Malheureusement, à l'époque, la finalisation de l'axe routier Ouagadougou-Sapouy avait facilité l'implantation de l'agrobusiness. De « nouveaux acteurs » (fonctionnaires, opérateurs économiques) obtenaient de nombreuses terres des chefs de villages et propriétaires terriens moyennant des cadeaux ou de l'argent. Face au pouvoir de l'argent, les actions de diffusion des résultats de recherche pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles ont rencontré peu de succès. Même si le groupe de recherche s'est mis à sensibiliser les chefs coutumiers et les propriétaires sur les effets et les conséquences de l'accaparement des terres, ces actions ont peu d'effets au regard de l'ampleur du phénomène dans la zone.

Cela a amené DBF, dans le cadre d'une étude sous-régionale, à dresser en 2010 l'état des lieux de l'accaparement des terres dans la zone de Sapouy. L'étude a montré que les autorités communales ont pris des mesures pour régler les transactions foncières et sécuriser ainsi les acteurs locaux. Mais il faut mener un plaidoyer pour la sécurisation des terres des petits producteurs dans cette zone.

Difficultés de diffusion et valorisation des résultats de recherche-action

A l'origine de la RAP au Burkina, Diobass pensait que la diffusion et la valorisation des innovations paysannes qui sortiraient des recherches-actions de ses membres se feraient directement et progressivement dans les communautés sans aucun appui. Depuis 2005, avec l'appui de DBF, la plupart des groupes de recherche se consacrent à la diffusion/valorisation de leurs résultats de recherche (cf. plus haut).

Leurs difficultés sur ce plan sont de plusieurs ordres : la faiblesse des capacités matérielles, le problème de disponibilité de la matière première (raréfaction des plantes médicinales locales) servant à la fabrication des remèdes et produits de recherche, la non prise en compte de certaines innovations avérées dans le dispositif de la vulgarisation agricole, le coût élevé de la validation scientifique, etc.).

Le recours au plaidoyer

Pour lever ces entraves, DBF et ses GRA ont initié des plaidoyers auprès des pouvoirs publics (autorités et services techniques de l'Etat en charge de l'accompagnement du développement rural). C'est d'autant plus nécessaire que les agents des services techniques déconcentrés soutiennent qu'ils ne peuvent prendre en compte les innovations paysannes des groupes de recherche dans leurs dispositifs de vulgarisation sans l'autorisation de leur hiérarchie.

Ces actions ont démarré par des sessions de formation à l'intention de ses GRA/OP membres. Ces formations ont pour but de préparer les auteurs des résultats de la RAP, de les outiller en vue de conduire eux-mêmes les actions de plaidoyer auprès de la hiérarchie des services techniques en charge du développement rural.

Lors d'une session de formation d'avril 2010, les participants, se sont directement adressés aux directions régionale et provinciale de l'Eleavage, des Directions Régionale et provinciale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques du Plateau Central (Ziniaré). Celles-

ci ont accepté d'accueillir les participants pour échanger autour des préoccupations de ces derniers en matière d'élevage et autour des résultats de leur démarche de communication et méthode de recherche-action.

Les organes de média, notamment la Radio Rurale de la Radio Télévision du Burkina, les radios communautaires de Ziniaré (BASSY et VENEGRE) et un organe de la presse écrite « MANEBGZANGA » édité en langue nationale ont été invités à débattre et à assurer une couverture médiatique de la rencontre.

Après avoir présenté le contexte en matière d'élevage au Burkina, les problèmes de santé et d'alimentation animale auxquels les agro-pasteurs font face, la plate-forme Diobass Burkina et les différents acteurs qui accompagnent leurs processus de RAP, les recherches-actions de leurs GRA et les innovations paysannes mises au point par ceux-ci, les OP ont commenté les

avantages des innovations mises au point par leurs GRA (efficacité, non-toxicité, coût à la portée des agro-pasteurs) pour le traitement des maladies de bétail et dans l'agriculture en général.

Les représentants des GRA ont enfin demandé aux différentes directions en charge de l'agriculture et de l'élevage de prendre en compte certaines de leurs innovations paysannes dans le cadre de la vulgarisation agricole au niveau de leur zone d'encadrement. Les deux Directions ont pris l'engagement d'appuyer et d'accompagner les GRA dans leur démarche de diffusion et valorisation des résultats de recherche dans leur zone d'encadrement. Elles ont aussi promis d'inviter les GRA aux différentes manifestations que leurs ministères respectifs organiseront pour leur permettre de présenter les innovations.

* Coordinateur de la plateforme Diobass Burkina Faso ((diobass@fasonet.bf)



Sur le thème du trimestre...

Sites Internet de référence

>> www.diobass.com

Le site de Diobass Ecologie et Société (DES) présente non seulement l'association et sa démarche, mais regroupe aussi un vaste corpus d'informations sur la RAP, de connaissances agrégées en provenance des deux hémisphères., d'expériences et de connaissances partagées à travers des livres, des carnets écologiques, une banque d'images, etc.

>> www.reseaurap.org

Ce site, géré par Asmae (www.asmae.org) et ses partenaires AJE (www.aje-sn.org) et Graine Sénégal, est conçu pour mettre en valeur les informations sur la problématique de la « recherche action participative ». L'intention est de faire connaître au plus grand nombre l'apport de la RAP dans la conception et la mise en place des projets de développement et autres.

>> www.labo.recherche-action.fr

Il s'agit d'une plateforme de travail coopératif et de mutualisation d'outils mis à la disposition des personnes désirant développer une démarche par la recherche-action. Depuis son lancement, le réseau inter-régional « espaces populaires de création culturelle » et ses acteurs en recherche-action constituent naturellement un laboratoire social, laboratoire d'idées ancré dans la réalité sociale. Ce site propose des outils variés pour la RAP à

savoir l'implication, la méthodologie de travail, la problématisation et le travail coopératif à distance.

>> <http://www.cda-blog-asso.com/garap-blog>

Ce blog est l'œuvre de bloggeurs intéressés par la problématique de la RAP en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Il a pour objectif de traiter et mettre en place une nouvelle dynamique dans la problématique de la RAP comme modèle alternatif d'animation urbaine en direction des enfants et des jeunes en situation difficile et travaille aussi sur le genre dans les milieux africain. On y trouve différents rapports sur les travaux effectués.

>> www.icra-edu.org

A travers son site, le Centre International pour la Recherche Agricole orientée vers le développement (ICRA), promeut et explique un concept de recherche agricole proche de la RAP, la RAD interprétée tantôt comme une « Recherche Agricole pour le Développement » tantôt comme une « Recherche Action pour le Développement ».

Ouvrages

>> **Développement rural et méthodes participatives en Afrique : la recherche-action- développement, une écoute, un engagement, une pratique**

Hochet, A. M. / N'Gar, Aliba
L'Harmattan, Paris, 1995, 208 p.

Cote Cota : 116-HOC-d

>> **New approaches to poverty analysis and policy I : the poverty agenda and the ILO: issues for research and action**

Rodgers, Gerry
ILO, Genève, Suisse, 1995.
202 p.

Cote Cota: 110-ILO-p

>> **Application de la recherche-action-développement (RAD) à la pêche artisanale : guide pratique**

Hochet, A. M. / Uyttendaele, B.
Synergie, Antwerp, 1996

Cote Cota : 470-HOC-a

>> **Space for the children of the urban poor: experiences with participatory action research (PAR)**

Nieuwenhuys, O.
In : Environment and Urbanization, n° 9, 1997, p 233-249
IIED, Londres, UK

Référence Internet : <http://eau.sagepub.com/content/9/1/233.full.pdf>

>> **Participatory action research and social change**

Selener D.
Global Action Publications,
Quito, Equateur, 1997
358 p.

Cote Cota : 116-SEL-p

>> **Ecole aux champs. Pour une démarche de communication**

H. Dupriez, Terres et Vie, Nivelles, 1999

Cote Cota : 401.1-DUP-e

>> **Rapport d'atelier sur la Recherche-action du 12/09/2000 à Tunis réalisé à la demande de l'Agence Tunisienne de l'emploi**

Suite page 34



Photo : G. Faure
(Costa Rica)

Concilier standardisation du produit et diversité des pratiques de production : un défi pour la recherche-action en partenariat

Guy Faure, Henri Hocdé, Eduardo Chia***

La diversité des pratiques agricoles familiales pose des questions de coordination entre producteurs pour obtenir un produit qui soit conforme aux exigences des marchés. Dans deux organisations de producteurs du Costa Rica, l'une exportant de l'ananas frais et l'autre des plantes ornementales, une démarche de recherche-action a été réalisée pour coproduire des innovations sociotechniques et organisationnelles...

Au Costa Rica, trois acteurs, une organisation paysanne MNC (Mesa Nacional Campesina), le MAG (Ministerio de Agricultura y Ganadería), et le CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherches Agronomiques pour le Développement) ont décidé de joindre leurs efforts au sein d'un programme de trois années (2003-2005) destiné à renforcer les capacités des organisations paysannes de la région Huetar Norte à travers :

- la construction par les organisations d'une vision commune de l'agriculture familiale de leur région,
- l'appui à l'amélioration du fonctionnement

interne et des résultats d'une dizaine d'organisations,

- la promotion de processus d'innovations au sein des exploitations.

Deux organisations impliquées ont progressivement formulé des demandes spécifiques pour faciliter l'adaptation des exploitations agricoles de leurs adhérents aux nouvelles conditions de production imposées par le marché.

Celles-ci visent à garantir la qualité et la sécurité sanitaire des récoltes mais, prenant insuffisamment en compte la diversité des modes de production des cultures dans le cadre d'une agriculture familiale, induisent une uniformisation des manières de produire, une exclusion des producteurs qui n'ont pas les moyens de s'y conformer.

Les questions posées par les producteurs

Une association de producteurs d'ananas,

APROPIÑA (Asociación de Productores de Piña) exporte une partie de sa production sur l'Europe à des clients qui demandent aux exploitations agricoles d'obtenir rapidement une certification respectant le protocole EurepGAP (Euro-Retailer Produce Working Group - Good Agricultural Practices), devenu dernièrement GLOBALGAP¹. Les exploitations doivent répondre à une liste de 210 points de contrôle, puis se faire délivrer une certification par une société indépendante.

Ces exigences posent des problèmes importants aux producteurs, en termes de changements techniques et d'accroissement des coûts de production, et s'ajoutent à celles antérieures sur la qualité du produit final (taille, taux en sucre, etc.) et sur l'organisation de la commercialisation (volume, calendrier, etc.). Les organisations s'interrogent sur la capacité de leurs adhérents à entreprendre ces changements sans compromettre leurs revenus et sur leur aptitude à atténuer les processus d'exclusion qu'engendre une normalisation des pratiques.

De son côté, une association de producteurs de plantes ornementales, ASOPRO La Tigra (Asociación de Productores de La Tigra) commercialise de la Marginata Verde (*Dracaena*) vers plusieurs pays. Les clients lui demandent, outre une régularité dans les approvisionnements et un respect des calendriers, une qualité qui est définie lors de la commande (taille et diamètre des plants, propreté du feuillage). Or, les quantités de produits nécessaires pour répondre à une commande sont obtenues par le regroupement de récoltes provenant de plusieurs petites exploitations ayant des moyens et des conditions de production différents. Elles développent des itinéraires techniques différents dont les éléments-clés sont la taille des plantes et la fertilisation. La commercialisation s'effectue dans des conditions difficiles car :

- soit l'organisation est conduite à refuser certaines livraisons de ses membres qui ne sont pas conformes aux exigences des clients, générant des conflits internes la déstabilisant,
- soit elle essuie des rejets de ses livraisons par

les clients, provoquant des pertes importantes pour elle-même et pour ses membres.

Les producteurs souhaitent donc améliorer la régularité dans la qualité de leurs produits, en respectant les normes, et faciliter la coordination interne pour répondre aux commandes.

Dans les deux cas, les questions posées renvoient à un travail sociotechnique et organisationnel où l'engagement des acteurs dans la définition de la question et dans l'action est essentiel. Il s'agit bien d'un travail de co-conception des innovations².

La démarche de Recherche-Action en Partenariat (RAP)

Dans la première situation la demande a été exprimée par l'organisation de producteur épaulée par un technicien du MAG. Dans la deuxième, c'est plutôt la recherche qui a approché l'organisation pour travailler sur un sujet d'intérêt commun identifié lors d'interventions antérieures. Dans le deux cas, les producteurs éprouvaient un besoin de réponses immédiates, pour faire face à l'urgence.

Les chercheurs impliqués ont donc proposé de mener une RAP qui réponde aux principes :

- d'équilibre entre une volonté de changement et une intention de recherche,
- d'un double objectif visant à résoudre un problème et faire avancer les connaissances fondamentales,
- d'un travail de collaboration entre les chercheurs et les acteurs à l'origine d'un double apprentissage,
- d'un cadre éthique défini par tous³.

La RAP met l'accent sur l'association des acteurs à la définition de la ou des questions à traiter jusqu'à la mise en œuvre des solutions identifiées, en passant par leur participation au dispositif de gouvernance de la recherche-action en partenariat. Dans les cas étudiés, cette RAP est caractérisée par :

- des temps courts d'intervention (< à 6 mois),
- une forte mobilisation des instances dirigeantes des organisations de producteurs dans le pilotage du processus,
- une implication de la recherche en partie à travers le travail d'étudiants en fin d'étude d'agronomie.

Approfondissement du questionnement et élaboration de la méthode

Pour traiter les questions identifiées, plusieurs réunions ont été nécessaires entre la direction de l'organisation, un technicien du MAG et la recherche. Elles ont permis de transformer les interrogations des producteurs en questions traitables, de faciliter la création d'un langage commun entre les différents acteurs et de faciliter l'enrôlement des acteurs.

La diversité des pratiques des producteurs pour conduire leurs cultures a rapidement été mise en débat. Les techniciens ont exprimé l'importance de promouvoir les « bonnes pratiques », celles recommandées par la recherche ou celles explicitement issues des exigences EurepGap. Pour eux, leur respect impliquait la mise en place d'un itinéraire technique unique. Les producteurs ont montré des positions plus différenciées. Ceux disposant de plus de moyens, financiers ou en main d'œuvre, ont estimé qu'il était possible de se conformer à ces exigences moyennant des appuis en termes de formation ou d'accès à des financements, et acceptaient le risque de voir certains producteurs sortir du marché. Ceux disposant de moins de moyens ou pratiquant un mode de conduite des cultures éloigné de celui issu des recommandations de la recherche, ont exprimé des craintes quant à leurs capacités à s'adapter aux nouvelles conditions.

Progressivement, l'objectif de la RAP a évolué vers la question suivante : « Comment peut-on répondre aux exigences du marché, poussant vers une standardisation du produit final et/ou de certaines pratiques, tout en acceptant la diversité des itinéraires techniques mis en œuvre par les producteurs ? »

En outre, les organisations ont exprimé leur volonté d'obtenir en fin de processus un manuel, ou cahier des charges, détaillant les pratiques (itinéraires techniques) à mettre en œuvre par les membres de leur organisation pour répondre aux exigences du marché. Dès l'origine il était entendu que ce cahier des charges, fruit d'un travail collectif, resterait leur propriété qu'ils en maîtriseraient la diffusion, fixant un cadre éthique de la relation entre la recherche et les producteurs.

La recherche intervention

Pour répondre à la dernière question, une démarche proche de celle de la recherche intervention⁴ a été définie avec l'ensemble des acteurs concernés et s'appuie sur un dispositif⁵ propre à chacune des deux situations. Elle comprend un pilotage de la RAP représenté par une instance informelle constituée du bureau de l'association et de représentants de la recherche et s'appuie sur une série d'activités :

- des enquêtes compréhensives sur les pratiques des producteurs pour caractériser la diversité des itinéraires techniques,
- des expérimentations dans les parcelles des paysans pour valider certaines hypothèses,
- des sessions d'analyse avec des producteurs des résultats d'enquêtes, d'identification des réponses à la question posée, et d'élaboration du cahier des charges,
- le recours à une expertise « scientifique » extérieure pour valider certaines propositions des producteurs,
- des ateliers de validation des résultats finaux et formulation de propositions auprès de différentes instances.

Identifier et reconnaître la diversité des pratiques

La méthode de travail met l'accent sur la caractérisation de la diversité des pratiques et des itinéraires techniques des producteurs et une confrontation de ces pratiques ou des résultats de ces pratiques par rapport aux exigences du marché. La présentation des résultats des enquêtes de terrain par les chercheurs aux producteurs,

leur discussion et mise en débat ont constitué le socle sur lequel agriculteurs et chercheurs se sont appuyés pour valider ou améliorer la qualité des données recueillies, juger de la pertinence des pratiques au regard des exigences du marché, identifier les pratiques ou ensemble de pratiques qui répondaient ou pour le moins n'étaient pas contradictoires à ces exigences du marché, et ensuite les consigner progressivement dans le cahier des charges.

Cependant, les exigences du marché sont de nature différente selon qu'elles concernent la Marginata Verde ou l'ananas ; dans le premier cas elles portent sur la nature du produit vendu, dans le second sur le processus de production. Les débats engendrés sont donc organisés de manière différente⁶.

Le cahier des charges

Le cahier des charges a émergé entre la période de définition du questionnement et celle de la mise en œuvre d'un processus de changement.

Il a permis de fixer un premier objectif concret et réaliste à atteindre par le collectif d'acteurs ce qui stimule les réflexions et dynamise les acteurs. Les modalités retenues pour son élaboration, définies au préalable et de manière collective, imposèrent de respecter un certain nombre d'étapes. Il a obligé à une formalisation de la réflexion en structurant les débats. Telle pratique identifiée et soumise à la discussion a-t-elle un sens par rapport à la question posée? Qui la met en œuvre et pourquoi? Peut-elle être généralisée et à quelles conditions? Est-elle compatible avec d'autres pratiques mises en œuvre à d'autres étapes de l'itinéraire technique? A-t-on bien abordé toutes les étapes-clés de l'itinéraire technique?

Du côté des producteurs, le cahier des charges constitue un support précieux pour mener une activité réflexive sur leurs pratiques, condition nécessaire pour générer des processus d'apprentissage individuel mais aussi collectif. A travers l'approfondissement des réflexions se dévoilent les stratégies des principaux groupes

de producteurs pour mener à bien leurs activités productives au sein de leurs exploitations, et celles de l'organisation qui est amenée à faire des choix et à les expliciter. Doit-elle orienter la fourniture de services vers les adhérents qui sont le mieux à même de répondre aux exigences du marché? Peut-elle répondre aux attentes d'un plus grand nombre de membres? De ce fait, surgissent d'autres questions qui font sens pour les producteurs et qui nourrissent le débat principal. Comment accéder au crédit pour acquérir des intrants homologués et donc souvent plus onéreux? Comment s'unir pour réaliser un investissement collectif nécessaire?

Du côté des techniciens, l'élaboration du cahier des charges les incite à clarifier leur position par rapport à des choix techniques souvent normatifs. Pour le chercheur, la rédaction progressive du document permet de prendre une distance avec l'action en s'obligeant à l'exercice de synthèse entre les résultats des analyses des enquêtes sur les pratiques et la propre vision des producteurs sur ces pratiques, et à la soumettre systématiquement à la validation par les producteurs. Cette progressivité donne du temps pour la fécondation entre les connaissances co-construites au cours de la démarche et les savoirs scientifiques mobilisés à travers l'expertise de personnes extérieures à la RAP (techniciens d'entreprises privées, spécialistes du ministère, chercheurs de l'université). Le chercheur joue alors le rôle de traducteur⁷ entre les différents mondes (producteur, technicien, chercheur spécialisé), en assurant la production d'un document scientifiquement validé, intelligible par les techniciens et les clients mais respectant la vision des producteurs sur la mise en œuvre de pratiques compatibles avec les exigences et normes du marché.

Ce mode d'élaboration du cahier des charges traduit la reconnaissance des savoirs locaux. Reconnaissance par les producteurs eux-mêmes qui n'ont pas l'habitude de voir in vivo leurs savoirs valorisés par des personnes extérieures, voire estiment qu'ils sont de nature inférieure à celui des techniciens et scientifiques. Il s'agit d'un savoir « actionnable », comme le dépeint

un producteur d'APROPIÑA quand il déclare que « le document est notre bible qui rassemble tout ce que nous savons pour bien cultiver l'ananas », montrant aussi l'efficacité de cet outil pour la formation. Reconnaissance ensuite par les techniciens, tant ceux qui ont participé à la démarche, que ceux plus lointains qui considèrent qu'un document écrit confère une légitimité et un statut aux résultats. Reconnaissance enfin par les clients qui valorisent l'effort de clarification et transparence réalisé par une organisation capable d'explicitier ses choix techniques, ce qui peut constituer un élément de facilitation des négociations commerciales.

Conclusion

La RAP a débouché sur des innovations socio-techniques qui correspondent à différents itinéraires techniques possibles dont la mise en œuvre dépend des objectifs, moyens et contraintes des producteurs. Ces innovations, construites à partir des savoirs des producteurs, sont le signe de la reconnaissance d'une diversité des pratiques, compatible avec les exigences du marché visant soit à la standardisation de la production, soit à un respect d'un ensemble de normes de plus en plus strictes. En ce sens, les connaissances produites lors de la RAP en partenariat sont des « savoirs actionnables », au sens de savoirs valables scientifiquement et pouvant être mis en œuvre dans la vie quotidienne⁸.

Les processus d'apprentissage engendrés sont significatifs. Certes la RAP n'a pas débouché sur la résolution du problème identifié à l'origine (mise en place d'une planification de la production de Marginata Verde, certification EurepGap des producteurs d'ananas) car pour des raisons opérationnelles le programme élaboré d'un commun accord a déterminé l'arrêt des activités après l'identification et validation de pratiques compatibles avec les exigences du marché. Cependant les deux organisations de producteurs ont pu initier une réflexion collective sur la mise en place de nouveaux mécanismes de coordination interne pour résoudre le problème d'une production homogène de Marginata Verde ou de certification EurepGap des exploitations.

Cette réflexion montre combien les aspects techniques sont étroitement imbriqués dans des problèmes organisationnels complexes. La question de l'apprentissage collectif reste cependant à approfondir car si l'élaboration du cahier des charges a donné naissance à des apprentissages croisés, la nature de ces apprentissages et en particulier leur devenir dans le processus de coordination, n'ont pas été caractérisés lors de cette phase de la RAP.

* CIRAD, UPR Action collective, marché, et rénovation des politiques publiques.

** INRA Montpellier, CIRAD, UPR Innovation et exploitation agricole.

¹ www.globalgap.org

² Akrich M, Callon M, Latour B., « A quoi tient le succès des innovations ». Premier épisode : « l'art de l'intéressement ». Deuxième épisode : « l'art de choisir les bons porte-parole ». Ann Mines, série « Gérer et Comprendre »; no 11, pp 4-17, No 12, 1988, pp 14-29.

³ Liu M., « Présentation de la recherche-action ; définition, déroulement et résultats », dans « Revue Internationale de Systémique », vol 6, no 4, 1922, pp 293-311 ; Albaladejo C, Casabianca F (Eds), « La recherche-action. Ambitions, pratiques, débats. Série « Etudes et Recherches sur les systèmes agraires et le développement », no 30, Paris, INRA-SAD, 1997.

⁴ David A., « La recherche-intervention. Cadre général pour la recherche en management ? », dans « Les nouvelles fondations des sciences de gestion. Eléments d'épistémologie de la recherche en management », Eds David A., Hatchuel A., Laufer R., Vuibert-FNEGE, Paris, 2001.

⁵ Le dispositif peut être défini comme les acteurs impliqués et leurs relations, les moyens et activités mis en œuvre, et les règles définies d'un commun accord pour atteindre les objectifs fixés.

⁶ Le Masson P., Weil B., Hatchuel A., « Les processus d'innovation : conception innovante et croissance des entreprises », Paris, Lavoisier, 2006.

⁷ Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., « Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique », Paris, Ed. Seuil, 2001.

⁸ Argyris C., 1995, *Savoir pour agir. Surmonter les obstacles à l'apprentissage organisationnel*. Paris, Interéditions.

Sur le thème du trimestre... (Suite)

(ATE) organisé par le projet FORTI (Formation au Travail Indépendant).

Dieter Gagel, Coopération Tuniso-Allemande

Référence Internet : <http://www.action-research.de/konzept-francais.htm>

>> Je participe, tu facilites. Guide méthodologique expliquant la Recherche Action Participative

A. Uwizeyimana, G. de Broqueville, R. Sibomana, AJE-ASMAE, Dakar, 2003.

>> La recherche-action au service de l'auto-développement

Rullanti, Giuseppe, Harmattan, Paris, 2005, 145 p.

Cote Cota : 116-RUL-r

>> Consolidation de la composante «Recherche-action en Milieu réel. La recherche par l'action, l'action par la recherche avec et par ceux et celles qui vivent le développement

Philippe DE LEENER, avec la participation de Alec BOUCHITTÉ, ENDA InterMondes, FiDA, 2005, 83 p.

Référence Internet : www.intermondes.org/IMG/pdf/Recherche.PICOFA._3_.pdf

>> Fundamentals of action research : reviews, critiques and new directions – (4 volumes)

Cooke, Bill / Wolfram Cox, Julie, Sage Publications, Londres, 2005, 346 p.

Cote Cota : 116-COO-f

>> We're too much in «To Do» mode: action research into supporting international NGOs to learn

Smit, Maaïke

INTRAC, Oxford, 2007
44 p.

Cote Cota : 116-SMI-w

>> Recherche-Action. De la formation du sujet aux démarches interdisciplinaires. Journée d'étude du 12 décembre 2008-Injep

(<http://recherche-action.fr/files/downloads/2010/10/formation-du-sujet.pdf>)

>> La recherche action au service des organisations paysannes et des communautés rurales africaines

Olivier Genard, Iles de Paix, août 2009, 86p

Référence Internet : <http://www.ilesdepaix.org/recherche-action.html>

>> Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat

Faure, Guy / Gasselin, P. / Triomphe, B. / Temple, L. / Hocde, Henri, Editions Quae / CTA / Presses Agronomiques de Gembloux, 2010, 221 p.

Cote Cota : 113-FAU-i

>> Cheminer ensemble dans la réalité complexe: La recherche-action intégrale et systémique

André Morin ; L'Harmattan, Paris 2010, 312 Pages.



Photo : H. Bazin
Jardin participatif, Paris (France)

Les espaces intermédiaires de l'existence. Valorisation d'espaces de l'expérience à travers l'appropriation par la recherche-action de l'outil biographique

Hugues Bazin*

A partir de travaux d'enquête auprès d'acteurs sociaux et culturels un « Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action » (LISRA)¹ s'est constitué qui valorise des espaces particuliers de recomposition sociale et de créativité : les « espaces intermédiaires ». Leur reconnaissance favoriserait l'émergence d'une contre-expertise au service de la résolution de problèmes sociaux. La démarche est riche d'échos intéressants sur la façon dont une RAP pourrait nous amener à reconsidérer la façon dont nous entreprenons nos initiatives, leurs bénéficiaires et parties prenantes et même comment sont reconnus dans leur diversité les acteurs de la solidarité internationale au Nord comme au Sud...

Participant à des évaluations d'actions culturelles dans les quartiers populaires, j'ai rencontré des acteurs associatifs, travailleurs indépendants, artistes intermittents, qui de façon plus ou moins choisies d'orientation professionnelle investissent des espaces « intermédiaires »². Au fur et à mesure un réseau s'est constitué qui s'est appelé « espace populaire de création culturelle ».

Ces rencontres ont souvent débouché sur des entretiens ouverts à partir desquels un corpus de connaissances a pu être constitué et une démarche collective se mettre en place à travers des ateliers de recherche-action. Les personnes impliquées ont entre 18 et 40 ans et sont majoritairement salariées ou bénévoles du tissu associatif. Ce dernier joue le rôle d'interface permettant d'alterner plusieurs modes d'investissement socioprofessionnel en rapport avec le champ socio-éducatif, l'animation socioculturelle et le spectacle vivant. Ne pas se cantonner à un seul secteur d'activité ou une seule catégorie professionnelle est une « marque de fabrique » de ce profil d'acteurs. Ils sont à l'articulation de différents modes d'investissement.

Les espaces intermédiaires

Ils sont un « entre-deux spatial et temporel » de l'existence où se recompose et se reformule une posture socioprofessionnelle par l'investissement de situations créatives. Ils peuvent être provoqués par une rupture caractérisée,

un changement d'orientation ou une bifurcation vers d'autres activités juste après une formation scolaire ou professionnelle classique. Ces situations s'incarnent par des réalisations et des productions dans des formes socioprofessionnelles interstitielles ou décalées, dans des cadres peu formalisés tels que des situations d'intervention en ateliers socioculturels et artistiques, d'auto-production sociale et économique, de culture numérique libre, etc.

Ces espaces-temps ne sont pas éphémères et peuvent représenter des moments importants dans l'histoire de l'individu. Pourtant, ils échappent à la visibilité institutionnelle et à la connaissance sociologique. Ils constituent néanmoins des phénomènes rationnels de réponse aux conditions de vie comme mode de gestion de l'incertitude.

Percevoir et qualifier

Les catégories amateurs/professionnelles utilisées par l'institution pour valider les compétences n'ont pas de pertinence pour les qualifier. La pratique amateur est considérée comme un « bricolage » et souvent dévalorisée par l'institution ou les corps professionnels constitués. Ce monde professionnel, même issu des mouvements émergents, évolue sous des formes labellisées dans des logiques gestionnaires, lobbyistes ou des modes de fonctionnement académique éloignés de l'esprit indépendant des origines³.

Une pensée systémique de la complexité serait nécessaire pour s'opposer à une vision binaire et dichotomique. Si ces catégories amateurs/professionnelles bornent un espace d'activité, elles sont incapables de définir un processus qui « pousse du milieu » dans cette faculté qu'ont les acteurs de provoquer des situations collectives de coproduction sociale et professionnelle plus ou moins autonomes.

Il en est de même lorsque nous traitons des questions d'insertion avec des catégories comme inclus/exclus qui se révèlent incapables de rendre compte d'une complexité sociale et encore moins d'une intelligence sociale dont la com-

préhension serait pourtant nécessaire si nous voulons apporter des réponses aux problèmes contemporains⁴.

Sans cette analyse situationnelle des espaces intermédiaires, il est fréquent que des acteurs pourtant avertis, compétents et qualifiés ne soient pas acceptés dans leurs capacités puisqu'ils n'entrent pas dans un champ de visibilité catégorielle ou sectorielle. Cette contrainte normative provoque un décalage avec la réalité vécue où des situations à fort potentiel créatif sont traitées de manière ambivalente souvent comme des « situations à problèmes ».

Ce n'est pas sans générer une souffrance par rapport à la non-reconnaissance extérieure et à la difficulté, voire l'impossibilité de partager une recherche individuelle et collective et de l'exposer dans l'espace public comme réponse alternative aux problèmes actuels.

S'instaure alors la gestion d'une certaine précarité qui, en se poursuivant, instaure une culture de l'incertitude. Il s'agit de vivre, par exemple, par intermittence du chômage et de petites activités de production. Cette posture peut devenir un choix en décidant délibérément de ne pas entrer dans le monde salarial, de survivre avec un Revenu de Solidarité Active et profiter du temps dégagé pour mener des activités enrichissantes, bien que peu lucratives.

Ce qui pouvait se concevoir comme des micro ruptures socioprofessionnelles devient un mode habituel de gestion d'un certain nombre de parcours d'expérience. Le passage par ces espaces intermédiaires mobilise des domaines importants de l'engagement humain, soulignant l'énorme gâchis que représente sa non prise en compte.

L'apport de la recherche-action

Comment appréhender la situation d'acteurs qui se définissent plus par une « professionnalité » que par une profession ? La professionnalité se distingue de la profession non pas par l'acquisition d'un statut, mais par un répertoire de compétences mobilisables en fonction des situations

d'implication et ainsi par la possibilité de « naviguer » entre différentes postures socioprofessionnelles. Nous pourrions dire que l'acteur se définit par l'espace qu'il crée, non par une appartenance catégorielle.

Comment prendre et comprendre cette situation non comme un manque ou une déficience, mais comme une ressource ? Comment les acteurs peuvent se doter d'outils de production de connaissance et poser ces enjeux de la connaissance à partir de la reconnaissance de leur parcours d'expérience ?

Ces questions font entrevoir une articulation entre une démarche en recherche-action et un travail réflexif autour d'entretiens biographiques. Le fait que ce champ d'expérience est dans l'angle mort de la connaissance sociologique alors qu'il représente un mode de réponse pertinent aux conditions de vie rend d'autant plus nécessaire l'appropriation par les acteurs eux-mêmes des outils méthodologiques de la production de cette connaissance.

C'est la définition même de la recherche-action que d'instaurer un rapport entre production de connaissance et transformation sociale. Les entretiens biographiques permettent aux acteurs de se saisir de cette démarche en se prenant eux-mêmes comme sujet d'étude au lieu d'être traités comme objet d'étude.

La démarche proposée s'est articulée autour de trois mouvements : une « recomposition » où l'individu se reconstruit et affirme une cohérence ; une « réflexivité » où l'on se prend soi-même comme matériau d'étude et un « dépliement » où l'on conçoit des espaces innovateurs d'expérimentation. La possibilité d'articuler ces trois dimensions pourrait alors se définir comme une « recherche-action intégrale » (RAI).

Recomposition

La précarité émiette les parcours. Comment recomposer une cohérence ? Il s'agit de sortir des cadres normatifs qui ne permettent pas de comprendre sa propre réalité et de recompo-

ser son parcours d'expérience. Penser la vie, c'est d'abord s'en décoller, se déplier, ouvrir un espace particulier. L'entretien biographique ouvre la possibilité d'une « auto-éco-organisation », en s'appropriant des notions comme celle d'espace intermédiaire. Par recentrages successifs, il s'agit de capter les moments-clés, les situations fondatrices dans son parcours d'expérience.

C'est un travail sur soi de déconstruction/reconstruction qui s'impose parce que nos représentations et structurations cognitives sont modelées par une certaine conception de l'activité, voire n'entrent pas dans le cadre de la connaissance. L'entretien biographique invite à déclencher et approfondir ce processus de prise de conscience où l'on s'approprie les outils de compréhension de sa propre réalité et à poser ainsi une parole en prise avec cette réalité.

Une fois les problématiques individuelles éclairées, elles sont amenées à se croiser dans un atelier de recherche-action. Émerge alors une nouvelle grammaire de la pensée avec la constitution d'un glossaire conceptuel propre aux acteurs concernés. C'est un nouveau vocabulaire qui passe par l'appropriation ou la redéfinition de mots-clés pour penser sa réalité autrement et décrypter une complexité. Deux notions en particulier sont apparues comme déterminant et ont été validées par les acteurs dans la problématisation de leur situation : celle de « processus » et celle d' « écosystème ».

L'écosystème

L'écosystème s'oppose à une pensée linéaire et verticale qui conçoit par exemple la transmission comme un dispositif intergénérationnel et l'insertion comme une incorporation catégorielle, ou corporatiste. L'écosystème ouvre sur une pensée systémique. L'investissement socioprofessionnel ne se calcule plus en fonction de critères de réussite ou d'échec d'une « intégration », mais par la capacité de l'acteur à produire de nouvelles situations créatives.

Le propre de l'écosystème est d'être constitué

par une diversité d'éléments en interaction qui s'autorégulent et facilitent une cogestion et une autonomisation de la situation collective. Nous pouvons citer un certain type de friches urbaines, de squats, de jardins partagés, et plus généralement l'occupation d'espaces interstitiels c'est-à-dire non encore attribués ou dédiés à une fonction et dont l'activité se définit alors par la manière dont les acteurs vont occuper cet espace. Nous parlons ici surtout d'acteurs culturels, mais cette pensée écosystémique peut s'appliquer à d'autres champs sociaux.

Le processus

La notion de « processus » interroge directement la logique de « projet ». Il existe effectivement une dérive propre au marché libéral qui demande une plus grande souplesse d'adaptabilité avec l'injonction renvoyée à chaque individu d'élaborer continuellement et séquentiellement des « projets ». Ce capitalisme cognitif qui place la personne elle-même comme matière première au centre de l'exploitation économique a parfaitement été intégré dans les milieux socioprofessionnels. C'est le cas dans le milieu associatif à travers les modalités de financement. Or l'existence ne se construit pas selon ces modalités séquentielles de contrôle plaçant l'acceptation de projets comme norme de la réussite ou de l'échec, favorisant d'autant plus le sentiment de précarité.

La notion de processus permet de replacer le projet non plus comme une fin en soi, mais comme un outil au service d'une cohérence individuelle et collective. Ainsi, le sens et la finalité d'une production sont mieux maîtrisés dans la perspective d'une transformation sociale. C'est ouvrir la possibilité de mettre en place des cadres expérimentaux où se négocie la démarche de recherche-action. Il s'agit donc de proposer une alternative au mode officiel de visibilité, de financement et d'évaluation en instaurant de nouvelles règles.

Réflexivité

La réflexivité est une gymnastique intellectuelle,

un exercice régulier provoqué par la recherche-action. Elle participe à cette recomposition de l'individu et la compréhension de son expérience.

Il ne s'agit plus de relater une expérience, mais de comprendre ce qui se transforme dans cette expérience. Et en comprenant ce qui se transforme on se transforme soi-même comme sujet comprenant. Ce mouvement influence donc directement son parcours de vie qui est pris à nouveau comme matériau de connaissance et ainsi de suite.

Il y a un aller-retour continu entre une vie intérieure en dehors de l'histoire et une vie extérieure comme acteur dans l'histoire. Le travail sur la première dimension permet de renforcer la seconde et réciproquement.

Le fait d'être totalement impliqué en situation et d'autre part de développer une analyse de cette situation n'est plus vécu comme antinomique. En sortant de cette opposition binaire entre réflexion et action, il est possible de se positionner comme « acteur-chercheur » et d'engager un processus de transformation. Ce qu'ont du mal à concevoir des milieux comme certains activistes militants, c'est que l'action seule ne peut être garante d'une transformation. Souvent, elle ne sert qu'à justifier la reproduction de ce que l'on sait faire dans une posture figée. Le travail réflexif permet de bousculer ce conformisme.

Il doit avoir en retour un impact sur la configuration mentale et sociale de son engagement. Cette nouvelle configuration est prise alors comme nouveau matériau d'étude qui va alimenter à son tour le mouvement de transformation. La réflexivité instaure ainsi un mouvement en spirale. L'entretien biographique constitue ici aussi une base intéressante pour engager ce processus. Souvent d'ailleurs les acteurs apprécient l'entretien dans cette perspective, car il ouvre un espace qui leur manquait pour prendre le temps d'engager ce travail sur eux-mêmes.

Les acteurs déplorent continuellement qu'ils n'ont pas le temps pour la réflexion. Mais lors-

que nous créons l'espace, c'est le cas de l'entretien biographique, nous créons les conditions d'un temps réflexif que les acteurs peuvent s'approprier. Autrement dit, il faut de l'espace pour prendre le temps. C'est une autre conséquence de cette réflexivité de résister à la dépossession de son propre temps et apprendre à trouver son propre rythme.

Dépliement

En rapprochant les enjeux existentiels et sociaux, chaque personne est invitée à développer sa propre recherche. Pour reprendre la remarque des ethno-méthodologues, il n'y a pas d'« idiot culturel », chacun mobilise en situation une méthodologie pour répondre aux problèmes auxquels il est confronté.

Ainsi, la dimension de dépliement apparaît. Une fois que nous avons changé nos cadres normatifs de pensée et positivé notre engagement à travers un mouvement de recomposition, puis après avoir pris la mesure d'un travail réflexif et engagé une transformation individuelle, il faut pouvoir négocier ces nouveaux espaces dans son cadre habituel d'engagement socioprofessionnel.

Le dépliement renvoie à la notion de pli chère à Deleuze et suggère que cette opération du dedans par laquelle commence la recherche-action soit aussi une opération du dehors par laquelle l'acteur-chercheur transforme des situations sociales.

En chacun de nous sont incorporées des relations de pouvoir qui renvoient crûment à une expérience moderne de la précarité. Chacun contient en lui d'une certaine manière un espace social froissé, des zones de clivage et de fractures. Comprendre l'intérieur c'est donc aussi comprendre l'extérieur et réciproquement. Saisir la signification de l'expérience comme un dépliement de son époque c'est permettre de replacer le parcours d'expérience avec ses luttes internes comme une expression aussi des luttes sociales.

Cette opération permet de redéfinir les modalités d'engagement pour une nouvelle génération d'acteurs. Ce que prennent en compte difficilement les structures traditionnelles d'engagement militant de type corporatistes, syndicales, politiques ou fédératives. Un exemple significatif actuel est la lutte des « indignés » qui se caractérise justement par l'investissement de formes situationnelles écosystémiques dans l'espace public et instaure ainsi une nouvelle culture de lutte et de mobilisation. Ce sont des espaces hybrides où l'acteur-chercheur définit moins sa position par un statut extérieur que par l'investissement d'une situation.

Constitution de laboratoires sociaux

Une des conséquences de cette RAI basée sur une approche biographique est de laisser envisager de nouvelles formes d'organisation et d'expérimentation. Cela se concrétisa par la mise en place d'une plate-forme ressource non instituée : LISRA.

Intuitivement, nous avons commencé à mettre en œuvre cette pensée et pratique des espaces à travers des « journées interstice ». Faciles à organiser, elles peuvent s'insinuer dans des lieux institutionnels comme des lieux informels, voir improbables, partout où des acteurs s'impliquent (partage de parcours d'expérience, performance, déambulation, etc.). C'est la possibilité de provoquer des situations d'échanges dans n'importe quel endroit et favoriser ainsi une coproduction sociale, esthétique et scientifique en ouvrant un espace commun. À partir de là, l'idée est moins de poser un cadre rigide d'intervention que de favoriser l'appropriation d'une démarche. Chacun peut apporter les matériaux sur lesquels il travaille et partager l'avancée du processus selon le principe d'un work in progress. Les participants sont ainsi invités à prendre une posture d'acteur-chercheur⁵.

Le caractère innovant s'inscrit dans cette démarche même, par le décalage des perspectives qu'il provoque : aborder les ateliers comme écosystème, l'espace public comme déambulation,

la formation comme espace autonome d'accompagnement à l'autoformation, un lieu culturel comme un espace hybride... Cette « pensée de l'espace » n'est-elle pas une manière de réintroduire l'acteur au centre dans sa capacité d'expertise et de transformation ?

Il s'agit pour le LISRA de valider ces situations vécues par les acteurs comme « laboratoire social » et par voie de conséquence de légitimer la posture d'acteur-chercheur dans leur investissement d'espaces intermédiaires. Ainsi, en même temps que se créent des situations collectives, il devient possible de s'approprier les outils méthodologiques pour produire de la connaissance sur ces situations. Nous expérimentons par exemple ce type de laboratoire vivant avec l'Échomusée Goutte d'Or à Paris⁶.

De même, nous avons validé cette connaissance issue de l'expérimentation sociale à travers la mise en place d'un cycle de rencontres à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord autour de la problématique « pratique des espaces et innovations sociales » dans le cadre de l'axe « penser la vie contemporaine »⁷. La com-

préhension de ces situations comme laboratoire social favorise ainsi un travail comparatif et une diffusion de la connaissance rendant possible une généralisation au-delà des cadres expérimentaux initiaux.

* Cet article emprunte largement au texte d'une intervention faite par l'auteur au congrès de l'Association française de Sociologie, réseau thématique 22 « Parcours de vie et dynamiques sociales », le 6 Juillet 2011 à Grenoble.

¹ LISRA (<http://labo.recherche-action.fr>).

² Laurence Roulleau-Berger a déjà évoqué cette notion d'espace intermédiaire : Le travail en friche : Le monde de la petite production urbaine, L'aube (Monde en cours), 1999 – La ville intervalle : Jeunes entre centre et banlieue, Meridiens Klincksieck, (Réponses sociologiques), 1993.

³ Nous pensons par exemple au mouvement hip-hop dont nous connaissons les débuts et avons vu évoluer une nouvelle génération qui est prise dans ce débat de la professionnalisation en forme de dilemme Voir notre contribution au dossier « Dilemmes hip-hop » : <http://blog.recherche-action.fr/enjeuxdelaconnaissancedanslehiphop/2011/03/04/dossier-%C2%AB-dilemmes-hip-hop-%C2%BB/>

⁴ Nous pensons tout particulièrement à la question de ce que l'on a coutume d'appeler en France « les banlieues ».

⁵ Exemples et plus de détail sur : <http://blog.recherche-action.fr/tiers-espace/2011/05/30/journees-interstice/>

⁶ Le labo social de l'Échomusée Goutte d'or : <http://blog.recherche-action.fr/tiers-espace/2011/06/14/le-labo-social-de-lechomusee-goutte-dor/>

⁷ Présentation du programme ici : <http://espaces-innovation.recherche-action.fr/>

Le site collaboratif "www.solidarite-internationale"

Ce site a comme objectif de faire se connaître les acteurs de la solidarité internationale. Il a non seulement pour vocation de vous informer, mais surtout de vous faire réfléchir, vous ouvrir à la diversité des approches et des points de vue.

Description

Le site propose une description des acteurs, de leur engagement, de leurs démarches collaboratives, des ressources documentaires et des coordonnées d'organisations de référence.

Une section "Questions et enjeux" donne l'opportunité à des personnes concernées par les questions ou à des spécialistes de s'exprimer. Ce lieu sert à encourager l'expression individuelle et le partage de points de vue.

Participatif, le site est conçu comme un espace de co-création de savoirs sur les solidarités internationales en Belgique. Il est donc appelé à évoluer au fil de vos collaborations.

Actualités

Forum de l'innovation sociale : « un tiers espace à partager » le 18 novembre 2011 à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord.

Ce forum proposera trois temps d'échanges basés sur des contributions issues de recherches-actions et expérimentations sociales. La préoccupation des organisateurs est avant tout d'outiller les acteurs-chercheurs dans leurs démarches et les accompagner éventuellement dans la mise en place de laboratoires sociaux.

Trois temps d'échanges sont prévus:

1. JE ROMPS : si nous convenons de la nécessité de comprendre la réalité autrement dans toute sa complexité, quels sont alors les nouveaux cadres de pensée (paradigmes) pour aborder cette réalité sociale, les énoncés, les mots clefs, les concepts, les angles, les perspectives qui nous aideraient à penser et agir autrement à l'instar de la proposition « un tiers espace à partager » et de sa pensée écosystémique (voir <http://blog.recherche-action.fr/tiers-espace>).

2. JE M'IMPLIQUE : les notions d' « intervention » et de « participation » sont souvent mises à contribution dans les projets, mais comment puis-je négocier une posture « impliquée » comme celle de l'« acteur-chercheur ». Dans quelles formes de transaction, de système d'échanges peuvent se renouveler les formes d'engagement de co-production sociale et scientifique. Comment pourrions-nous définir dans ce sens des « laboratoires sociaux »

3. J'APPLIQUE : quelle expérimentation ai-je envie de défendre, en réponse à quels besoins ? Comment concevoir l'articulation expérimentation/développement dans de nouveaux dispositifs humains de la connaissance sur les territoires tels que des « pôles de ressources cognitives » ou une « économie du lien », comment préciser à ce propos ce que nous entendons par « innovation sociale » ?

Il s'agit donc d'articuler des postures habituellement mises en opposition (recherche fondamentale, impliquée, appliquée) et favoriser les échanges interdisciplinaires au service d'une transformation sociale. Ces contributions seront avec l'accord de leurs auteurs publiées sur notre site <http://blog.recherche-action.fr/tiers-espace> et insérées dans un document préparatoire à la rencontre.

Informations :

Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action
Hugues Bazin (bazin@recherche-action.fr).

Participer

Plusieurs façons de participer sont offertes. Vous pouvez :

- réagir au contenu de tous les textes ;
- proposer vos propres articles à la publication;
- répondre aux questions de la section "Questions et enjeux" (soit par en laissant des commentaires soit en prenant contact avec nous pour que nous venions vous interviewer).

Informations : Colette Acheroy (colette.acheroy@cota.be), tél: 02/218 18 96.



Un groupe de discussion ECHOS du COTA sur LinkedIn

Les ECHOS du COTA sont de plus en plus conçus comme un support pour faire le point sur les pratiques, techniques, méthodes et approches stratégiques de la solidarité internationale, faire connaître et analyser des alternatives, partager des expériences et des réflexions, aborder des domaines d'activité méconnus ou à redécouvrir, des outils adaptés aux contextes autant qu'aux acteurs...

Derrière ce discours se profile l'idée que les dynamiques de partage et de création de savoirs et connaissances ne sont pas accessibles à tous, qu'il faut ouvrir les expressions à des points de vue extérieurs aux champs dominants de la solidarité internationale, qu'on ne peut pas capitaliser en ne valorisant que « des bonnes pratiques », en ne prenant en considération que les avis de quelques-uns.

La revue a pour fonction de réunir la matière et les personnes-ressources permettant à tout un chacun de participer, d'apporter sa pierre à la création de la connaissance.

Pour atteindre ses objectifs la publication doit être intégrée à un dispositif plus large qui encourage toutes les interactions possibles avec et entre les lecteurs. Parmi les espaces ouverts au public, le site du COTA offre déjà plusieurs services complémentaires dans cette intention.

Le groupe que nous proposons sur LinkedIn est destiné à encourager les lecteurs à réagir aux articles et discuter de leurs contenus. En plus de leur proposer de prolonger les réflexions lancées par la revue, nous voulons les impliquer davantage dans son suivi par la publication de notes rendant compte de la préparation des numéros, d'appels à opinions ou à contributions, etc. Le tout bien sûr dans l'espoir de faire réagir...

LES THÈMES QUE NOUS SOUHAITONS TRAITER DANS LES PROCHAINS NUMÉROS SONT LES SUIVANTS* :

- N° 133 [DÉCEMBRE 2011]: LA SYSTÉMIQUE
- N° 134 [MARS 2012]: SOUTENIR L'INNOVATION CHEZ LES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
- N° 135 [JUIN 2012]: LES ORGANISATIONS APPRENANTES

Si vous avez des articles à proposer en relation avec ces thématiques ou bien des thématiques à suggérer, n'hésitez pas à nous le faire savoir dans les meilleurs délais. Ils trouveront certainement une place dans nos pages ou sur le site.

Courriel : stephane.boulch@cota.be

Télécopie : + 32 2 223 14 95

Téléphone : + 32 2 250 38 36 ou 218 18 96

Veillez à nous contacter suffisamment à l'avance afin que nous puissions avoir le temps de discuter de votre projet, d'examiner comment l'insérer dans notre planning (au plus tard au début du mois qui précède celui de la parution : ainsi, par exemple, pour un numéro prévu pour la fin mars, ce serait début février. Passé ce délai, nous ne pourrions plus les accepter ou alors seulement pour notre site Internet).

♦ CRITÈRES DE SÉLECTION DES ARTICLES

Les articles doivent traiter d'une des thématiques planifiées et cadrer avec l'opinion que notre rédaction aura souhaité privilégier d'un commun accord avec nos partenaires et autres contributeurs ou les lecteurs qui se seront manifestés.

La revue étant un support d'échanges de propositions et d'alternatives, les articles sont sélectionnés en vertu de leur aptitude à susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer une discussion, influencer des projets de développement.

Si les versions finales ne nous parviennent pas dans les délais convenus avec le responsable de la rédaction, l'article ne sera pas publié dans la revue.

♦ FORMAT DES ARTICLES

- 10000 caractères maximum (sauf convention avec la rédaction)
- sous format électronique (courrier électronique ou disquette) (les fax et courriers sont admis si le contributeur n'a vraiment pas le choix)
- en format Microsoft Word
- sans mise en forme automatique (juste du gras pour les titres, chapeaux et inter-titres)
- Chaque article doit débuter, après le titre, par un chapeau en gras très bref qui résume ses intentions.
- Les notes doivent être indiquées manuellement et renvoyées en fin de texte
- Format Times New Roman, taille 12, simple interligne, justifié.

♦ RÉTRIBUTIONS

Chaque auteur dont le texte sera accepté sera rétribué sous la forme d'un versement de 50€ et d'un abonnement gracieux d'un an à la revue.

♦ DROITS

- La rédaction se réserve le droit de refuser de publier un texte si celui-ci ne correspond pas aux critères convenus entre elle et l'auteur ou si les délais de livraison ne sont pas respectés. L'auteur ne sera alors pas rétribué.

- L'auteur continuera naturellement à pouvoir disposer de son texte pour toute autre allocution et publication. Il devra toutefois s'engager à en référer au COTA et à signaler les références de la première parution dans les ECHOS.

- A moins que les parties en conviennent autrement, l'auteur concède le droit au COTA d'utiliser son texte comme bon lui semblera. Il va de soi que le COTA veillera à toujours mentionner l'auteur original et les références initiales de son texte.

♦ PUBLICATIONS SUR LE SITE

A la demande du COTA et si l'auteur y consent, un article refusé pourra éventuellement être publié sur le site en format Pdf dans la section dossiers thématiques. L'auteur ne sera alors pas rétribué financièrement mais pourra bénéficier d'un abonnement gratuit d'un an.

** Les sujets peuvent encore changer ou leur traitement reporté en fonction des activités du COTA, des suggestions des auteurs et lecteurs...*

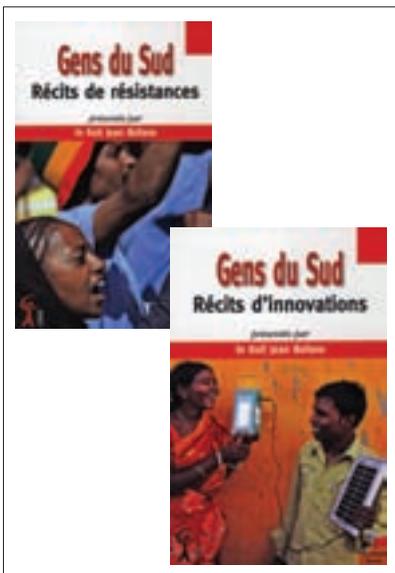


Ce document est distribué sous licence

Creative Commons Belgique Attribution - Non Commercial – Pas d'Œuvres Dérivées 2.0.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer ce document au public. Néanmoins, vous devez respecter les conditions suivantes: vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre); vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales; vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter ce document. Le texte intégral du contrat est disponible à l'adresse suivante: <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/be/legalcode.fr>

» DERNIERE PARUTION



GENS DU SUD : RECITS D'INNOVATIONS
GENS DU SUD : RECITS DE RESISTANCES

COULEUR LIVRES - COTA, 2010, 92 & 102 PAGES, 10€/EX

Sous la direction de l'écrivain In Koli Jean Bofane¹, l'ONG COTA et la maison d'édition Couleur livres ont voulu par ces deux ouvrages mettre en évidence des expériences citoyennes dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Il faut sortir de la vision misérabiliste et négative que nous renvoient le plus souvent les médias pour privilégier un autre regard. Non pas à travers des analyses ou des discours théoriques, mais par le biais d'initiatives représentatives de la créativité des populations de ces pays dans des domaines variés de l'activité humaine, qu'elle soit sociale, culturelle, politique, économique, ou autre, d'histoires vécues montrant un Sud en marche, un Sud qui s'invente.

¹ Mathématiques congolaises, éd. Actes Sud, 2008.

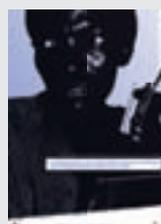
» DERNIERES PUBLICATIONS



ETUDE-RECHERCHE
RECHERCHE SUR LES COLLABORATIONS
ENTRE ACTEURS BELGES DE LA SOLIDARITE
INTERNATIONALE
 COTA



HORS SERIE N°9
LE SUIVI DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT
 M. BUCCI, H.HADJAJ-CASTRO



HORS SERIE N°8
PLAIDOYER POUR L'APPUI DES RADIOS
LOCALES DE SERVICE AUX COMMUNAUTES
EN AFRIQUE DE L'OUEST
 S. BOULC'H



HORS SERIE N°7
INTRODUIRE LA PERSPECTIVE D'ACTEURS
DANS L'ANALYSE D'IMPACT
 H.HADJAJ-CASTRO, A. LAMBERT



ETUDE-RECHERCHE
PARTENARIATS EN RESEAUX D'ECHANGES
ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES
 S. BOULC'H



HORS SERIE N°6
LA PAUVRETE EN REFERENCES
 M. TOTTE



HORS SERIE N°5
RADIOS COMMUNAUTAIRES EN
AFRIQUE DE L'OUEST
 S. BOULC'H



HORS SERIE N°4
HISTOIRES D'EVALUATION
 S. DESCROIX



HORS SERIE N°3
NORD-SUD. SE DOCUMENTER ET
ORGANISER UNE RECHERCHE
 P. GERADIN, C. SLUSE



HORS SERIE N°2
ORGANISER L'EVALUATION D'UNE ACTION
DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD
 C.LELOUP, S. DESCROIX



LES ONG QU'EST-CE QUE C'EST ?
 COTA, COULEUR LIVRES



LA DECENTRALISATION EN AFRIQUE DE
L'OUEST : ENTRE POLITIQUE ET DEVELOPPEMENT
 ED. KARTHALA